

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

4^e ANNEE N° 160
JEUDI 5 OCTOBRE 72

Face aux menaces de Pompidou, Messmer et Compagnie

ACTION POLITIQUE DE MASSE !

« Si vous recevez un soufflet sur la joue droite ne tendez pas la joue gauche. Répondez de préférence par un bon coup de poing. Ceux qui sont plus énergiques n'attendent pas le soufflet et donnent le coup de poing les premiers ». Voilà ce qu'a déclaré le Premier Ministre légionnaire, Messmer, devant l'U.D.R. Et pour être plus clair il a ajouté dans sa déclaration devant le parlement qu'il se battra jusqu'au bout pour défendre les institutions de la V^e République.

On ne peut être plus clair. Messmer comme Pompidou menacent ouvertement la classe ouvrière et les autres travailleurs : que le peuple puisse résister, se battre contre l'exploitation dont il est victime et, surtout, qu'il songe, comme l'indiquent tous les sondages secrets du gouvernement, à renverser le régime actuel, voilà ce qu'un gouvernement réactionnaire n'a jamais pu, ne peut et ne pourra jamais accepter.

De façon à peine voilée c'est la menace du fascisme que brandit le pouvoir capitaliste : peut-on oublier qu'il dispose dans son arsenal constitutionnel de l'article 16 qui confère au Président de la République le droit, s'il estime les institutions en danger, de concentrer dans ses mains les pleins pouvoirs ?

Pour le capital monopoleur les « institutions » c'est son pouvoir, qui menace l'un menace l'autre : en cela il suit la logique de toutes les classes condamnées par l'Histoire.

Pour les dirigeants révisionnistes du P. « C. ». F. il en va autrement : depuis le XX^e Congrès du Parti « Communiste » de l'Union Soviétique et les « inventions » de Khrouchtchev, les classes réactionnaires ont abandonné leur logique : « Monsieur » Pompidou ne peut être « Monsieur Thiers » le sanglant assassin de la Commune de Paris. Mais Monsieur Pompidou a été dans sa dernière conférence de presse suffisamment explicite : il est décidé à défendre son régime pourrisant par tous les moyens.

Sans doute le révisionniste Andrieu qui sollicite la réponse du chef d'Etat avait-il d'invétérées arrières pensées électoralistes. Mais aussi quel sujet de réflexion pour tous les communistes sincères et pour tous les travailleurs qui se laissent encore bercer d'illusions sur un passage pacifique au socialisme !

Les dirigeants « communistes » qui persistent à entretenir des illusions sur la démocratie bourgeoise mise en pièce progressivement par la bourgeoisie elle-même, ces dirigeants qui font espérer au peuple le renversement de ses exploiteurs dans le cadre de la Constitution de la V^e République qu'ils qualifient un jour de « Pouvoir Personnel », ces dirigeants-là ne peuvent être des communistes !

Les communistes marxistes-léninistes, eux, refusent de livrer la classe ouvrière et le peuple de France pieds et poings liés à ses ennemis. Face aux menaces sans équivoque de Pompidou, Messmer et autres représentants du capital monopoleur, ils appellent le prolétariat, les travailleurs, les étudiants à engager des actions politiques de masse dans les usines, les entreprises, les facultés, dans les campagnes, dans la rue, contre le honteux système d'exploitation de l'homme par l'homme, contre la vie chère et les mauvaises conditions de travail et de vie, contre la fascisation, pour l'instauration d'un régime vraiment populaire et socialiste, sans craindre de riposter comme il se doit à la violence réactionnaire de la bourgeoisie.

VIVE LE 23^e ANNIVERSAIRE DE LA CHINE POPULAIRE

(Article pages 6 et 7)



MEETING

des Amitiés Franco-Chinoises

6 octobre, à 20 h 30 à la Mutualité

LA BATAILLE DE « L'HUMANITÉ ROUGE »

POUR 12 PAGES CHAQUE SEMAINE

A propos de face au gauchisme moderne
REMARQUES ENRICHISSANTES
D'UNE LECTRICE

Camarades,

Je viens de prendre connaissance de « Face au Gauchisme Moderne » et je vous écris pour vous faire part de quelques réflexions.

Je suis plus particulièrement intéressée par les organisations trotskystes, aussi mes suggestions ne porteront que sur elles.

1. Je vous approuve entièrement pour vos excellentes critiques de l'A.J.S. et surtout de L.O., critiques qui sont correctes et utiles et qui m'ont beaucoup aidée dans mes propres propos face à des camarades me demandant des renseignements sur L.O.

2. Aussi dois-je vous dire que j'attendais de vous une critique aussi sérieuse de la Ligue Communiste.

Or vos critiques ne m'ont pas entièrement satisfaites en particulier dans les chapitres :

VI : la Ligne ;

VII : Internationalisme.

A) Je voudrais vous dire que l'amalgame n'a jamais été un argument politique. L'état des relations entre Krivine et Martinet rappelle trop à mon avis l'amalgame pratiquée par la presse bourgeoise et révisionniste entre les « gauchistes » et l'origine bourgeoise ou petite-bourgeoise de certains des militants ; cet argument n'est pas correct car il peut aussi bien être retourné contre n'importe lequel d'entre nous.

B) Mais surtout, vous n'avez pas assez insisté sur un aspect essentiel et non prolétarien : le bureaucratisme de la Ligue issu de sa ligne non-prolétarienne. En effet, il est « paradoxal » de voir que cette organisation qui combat le stalinisme et qui ose dire dans le dernier numéro de « Rouge » du 9 septembre 1972 dans l'article sur Lin Piao que la Chine est

un régime autocratique et que la bureaucratie administrative étant un des piliers du régime, il faut que le peuple en armes renverse cette bureaucratie (sic) !!!

Eh bien cette organisation à recrutement essentiellement petit-bourgeois est une des plus bureaucratiques qui soit.

Combien de militants après avoir passé leurs stages, n'aspirent qu'à entrer au C.C. ou au B.N. et de devenir des théoriciens, reniant toute pratique et toute enquête. La Ligue peut s'enorgueillir de nombreuses publications et certains reprochent à H.R. de publier peu, mais la différence vient de la pratique même si effectivement vous devriez insister plus sur la théorie.

Cet aspect bureaucratique est devenu tellement sclérosant que selon ce que j'ai pu apprendre une minorité s'apprête à attaquer la direction actuelle au prochain congrès sur leur aspect bureaucratique et prônant un virage anti-intellectuel.

J'aurais aimé vous voir exposer ces vérités plutôt que de lire des arguments non politiques et peu utiles à notre critique du mouvement trotskyste.

Salut communiste.

Nous partageons entièrement les remarques de notre lectrice et la remercions de sa contribution. Lors de la parution de « Face au Gauchisme moderne » l'étude approfondie de la ligne profondément droitiste de la Ligue trotskyste était insuffisamment avancée. Nous sommes aujourd'hui en mesure d'annoncer la parution prochaine d'une étude sur le manifeste de cette organisation quelques aspects de la ligne opportuniste de la « Ligue communiste ».

Unissons-nous !

Actuellement, on assiste à une montée des luttes dans les usines, chez les paysans, etc. Tout le monde est mécontent de cette vie que nous font mener les patrons. Je pense que c'est seulement par ces luttes, en faisant l'unité, qu'on arrivera à quelque chose. J'ai vu beaucoup de boîtes après avoir quitté ma région. J'ai travaillé aux chantiers navals de Saint-Nazaire après la guerre, et en ce temps-là, il y avait des luttes sévères.

On ne gagnait pas grand chose, et le peu qu'on avait, on l'avait eu en se battant. Nous arrêtons tous le travail, et on défilait dans les rues jusqu'à la préfecture. On em-

menait d'ailleurs le patron avec nous dans sa belle voiture, et voyait bien que les ouvriers étaient en colère, et il aurait bien tout donné pour qu'on arrête de le secouer dans tous les sens. Parfois, on avait les flics contre nous et ça ne rigolait pas. Il fallait se défendre. Tout cela est encore valable. Seule l'unité de la classe ouvrière donne des victoires. Il faut se battre jusqu'au bout, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de patrons, plus d'exploiteurs.

Je continue à lire « L'Humanité Rouge » et j'en suis très content. Continuez ainsi.

(D'après le récit d'un ouvrier.)

Entre nous
soit dit...

Avez-vous déjà réfléchi à la façon dont la presse pourrie fait passer ses mensonges ?

En voici une illustration : vous êtes sûrement au courant de l'incendie qui a détruit l'immeuble Publicis sur les Champs-Élysées. Une travailleuse y a trouvé la mort. Un torchon qui s'intitule « Spéciale Dernière » a saisi l'occasion pour faire un titre énorme à la une qui dit à peu près : « Les Palestiniens frappent sur les Champs-Élysées ». Mais vu que le directeur de Publicis lui-même a démenti catégoriquement qu'il s'agisse d'un attentat, « Spéciale Dernière » ajoute en tout petits caractères cette interrogation : « Après Munich, les Champs-Élysées ? ». N'est-ce pas éloquent ?

En gros on affirme que les Palestiniens ont mis le feu, en tout petit que c'est la question qu'on se pose. Que retiendront ceux qui ne verront du journal que le titre ? Et bien que ce sont les Palestiniens qui ont mis le feu ! C'est ainsi que ces « journalistes » font courir les mensonges, attisent le racisme. Voilà ce qu'ils appellent la liberté de la presse !

Mais ce qu'ils ne diront pas, c'est qu'il y a plusieurs mois, une plainte avait été déposée pour non-respect des mesures de sécurité dans ce magasin. Une travailleuse y est morte.

AFFICHEZ
H. R.

Pour éviter toute confusion, nous rappelons à nos lecteurs que la Boîte Postale de « L'Humanité Rouge » est :

B.P. 365, 75064 Paris
Cédex 02

et le C.C.P. :
30226-72 La Source.

VENDREDI 6 OCTOBRE

à 20 h 45 à LA MUTUALITE

(24 rue St-Victor - Métro Maubert-Mutualité)

A l'occasion
du 23^e anniversaire de
la République Populaire
de ChineGRANDE SOIRÉE D'AMITIÉ
FRANCO-CHINOISEorganisée
par l'Association des Amitiés Franco-Chinoises

avec

- PROJECTIONS DE FILMS INEDITS
- UN PARTICIPANT DU VOYAGE DE L'ASSOCIATION DE RETOUR DE CHINE

ATTENTION !
Nouveaux tarifs
d'abonnement

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maotse-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

- timbres-poste
 - chèque bancaire
 - virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source
- Nom et adresse (facultatifs)
- Date :
- Pseudonyme

Commandez, étudiez,

" FACE AU GAUCHISME
MODERNE "

(par notre intermédiaire)

PRIX : 3 F — Ajoutez 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Nom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Prénom	6 mois	46 F	80 F	100 F
Adresse	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	95 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

AU COURRIER DES LECTEURS : DES OUVRIERS NOUS ÉCRIVENT...

CHATEAUROUX : Une ville comme tant d'autres

Pas d'argent pour les vacances alors que faire ? Une seule solution pour s'évader un peu de Paris, passer quinze jours avec ma femme et mon gosse chez mes parents dans ma petite ville provinciale de Châteauroux dans l'Indre (50.000 habitants).

Cela m'a permis d'analyser sommairement la situation dans cette ville.

Les industries on en a vite fait le tour. Il y a la S.N.I.A.S. (600 ouvriers), les Pompes Guinard à peu près autant, les Fonderies Debard un peu moins importantes et puis quelques nouvelles entreprises d'importance moyenne à la zone industrielle suivies de toute la cohorte des petites boîtes.

DES SALAIRES DE MISERE POUR LES UNS

Les salaires sont des moins brillants, les professionnels gagnent entre 1.000 et 1.500 F suivant l'ancienneté et pour les autres, les O.S. ou les manoeuvres cela varie entre le S.M.I.C. (qui est le salaire de base dans beaucoup de cas) et 1.000 F par mois, bien souvent pour plus de quarante heures.

Dans le bâtiment, si cela tourne rond pour les entrepreneurs et les promoteurs de petites maisons individuelles de construction hâtée et économique avec une qualité plus que douteuse, il n'en est pas de même pour les compagnons. La quasi totalité des salaires est de 5 à 6 F de l'heure pour un travail que chacun connaît pour être des plus fatiguants.

Quant au nombre de vendeuses et de petites secrétaires dans les magasins, garages, etc., aucune autre possibilité que le S.M.I.C.

DES VILLAS POUR D'AUTRES

Pourtant à lire « La Nouvelle République » locale les affaires vont bien, la ville est riche et prospère. D'ailleurs on ne peut que les croire à voir les villas qui poussent comme des champignons et lorsque l'on nous apprend que certaines d'entre elles coûtent des sommes de 80 à 100 millions et parfois d'avantage, on comprend que cela marche bien pour quelques-uns à Châteauroux.

LA VIE CHERE

Pour les ouvriers n'allez pas croire que la vie est moins chère que dans un grand complexe industriel comme la Région Parisienne.

Dans une cité appelée la résidence de Touvent (quel sarcasme) un F4 revient à 480 F sans garage et l'eau chaude coûte 6 F le mètre cube ou plutôt coûtait 6 F le mètre cube.

À la Z.U.P., grande cité où sont parqués la majorité des ouvriers un F3 coûte 380 F plus le chauffage en hiver (et je crois que cela a encore augmenté en septembre).

Quand on pense que la majorité des salaires sont au S.M.I.C., c'est-à-dire 700 F voyez un peu ce qu'il reste pour faire les courses, chez Seron frère qui est le super-marché le plus fréquenté et dont les prix augmen-

tent maintenant qu'une grande partie des petits commerçants a rejoint les rangs des ouvriers ou des chômeurs après avoir été ruinés, car on peut dire que cela va mal aussi pour eux.

LE CHOMAGE PUIS LA VALISE

Dans cette ville il règne une atmosphère de chômage partout les gars me disaient : « Bien sûr ce n'est pas brillant mais c'est déjà cela, va donc chercher du boulot ailleurs, ici on est pas à Paris. Quand tu gueules le taulier te répond il y en a 200 qui attendent chaque matin une place. Alors si vous n'êtes pas content laissez leur votre travail ».

Les jeunes n'ont pas d'autre solution (j'en ai fait l'expérience) que le chômage ou quand ils ont de la « chance » une place avec un salaire le plus bas possible, et quand ils en ont marre ils font leur valise et vont ailleurs principalement à Paris. Ce genre d'exode n'est pas particulier à la Bretagne.

Et lorsqu'ils ont du travail à Châteauroux les problèmes ne sont pas résolus pour cela car à Châteauroux on « s'emmerde » oui bien sûr il n'y a rien à faire sinon que de boire la semaine et de passer le dimanche soir dans une des deux discothèques autour d'un verre que l'on aura payé environ 10 F.

Question équipements collectifs : une piscine de 25 m sur 12 ou 15, et bien sûr le nouveau stade mais il est réservé au match du dimanche où sur un stade qui a coûté plusieurs milliards les onze semi-professionnels de l'équipe de la bérichonne satisfont le chauvinisme des petits bourgeois supporters.

Pour le reste, oh bien ma foi, quand on a 20 ans à Châteauroux, il faut espérer ne pas finir alcoolique comme la plupart par désespoir ou il faut partir.

— Mais il faut se dire que cette situation entraîne forcément les gens à en avoir assez et cela crée une ambiance où les ouvriers deviennent vite réceptifs à une propagande révolutionnaire surtout si elle est accompagnée d'actions ou de soutien des grèves, etc.

Le cas n'est pas un cas spécial à Châteauroux, mais particulier à toutes ces petites villes de France et là dans ces provinces il faut que tous nos camarades, lecteurs, sympathisants passent à l'action car ils sont responsables s'ils ne se battent pas pour apporter l'espoir et l'arme essentielle à la construction du socialisme : le marxisme-léninisme.

L'Humanité Rouge accompagnée d'une feuille locale pour dénoncer les abus et les injustices, pour encourager les camarades à s'organiser et pour soutenir les combats, peut et doit devenir rapidement le journal de tous nos frères exploités de province, car la situation le permet, car les masses attendent le marxisme-léninisme et son avant-garde.

Alors camarades, tous ensemble en avant !

Correspondant H.R.

La titularisation aux P. T. T.

Voici un article qui traite de l'installation des facteurs aux P.T.T., qui, provinciaux comme moi pour la grande part (95 %), doivent venir en région parisienne pendant une durée illimitée.

Dans toutes corporations, administrations capitalistes, aux P.T.T. comme ailleurs, nous sommes victimes pour la quasi totalité d'entre nous d'une exploitation révoltante.

Il faut savoir que, pour obtenir la titularisation dans un grade aux P.T.T., l'administration d'Etat capitaliste nous contraint au départ à un stage d'un an dans la région parisienne. Le pire est que le stage est illimité. Certains seront séparés jusqu'à dix ans de leurs proches.

C'est le cas de Paul, 47 ans, facteur auxiliaire depuis vingt ans, qu'on a envoyé dans la région parisienne, à 300 kilomètres de son foyer avec pro-

messe de titularisation dans l'emploi de facteur et sa mutation après quelques mois ; car il est marié et père de famille. Hélas ! plus d'un an a passé, toujours rien. En plus, on lui jette un salaire modique qui ne peut couvrir les frais de sa nourriture, son loyer et ses transports hebdomadaires pour retourner dans son foyer ; rejoindre pour un jour seulement sa femme.

L'administration d'Etat capitaliste récusé le fait présent de séparation des époux malgré des promesses quant à leur réunion. Elle réduit toujours davantage les effectifs. Les salaires sont dérisoires et la hiérarchie est là dans le but de développer au profit de l'administration une émulation dans le personnel. Mais, petit à petit, les consciences s'éclairent, la colère grandit.

Un Facteur marxiste-léniniste.

« Comment ne pas se sentir solidaires de ceux qui luttent »

Chers camarades, Je vous écris pour dénoncer ce que je vois dans notre société actuelle. Le droit au travail y est réduit à sa portion congrue pour beaucoup d'entre nous qui sommes réduits au chômage. Dans chaque usine surexploitation d'un nombre de plus en plus petit d'ouvriers au détriment de tous les travailleurs, pour que soient gonflés au maximum les profits d'une minorité sans scrupules. Métallurgie, bâtiment, secteurs pseudo-nationalisés, sont le lieu d'une surexploitation qui ne cesse de grandir.

Comment ne pas se sentir solidaires de ceux qui luttent pour leur dignité d'homme ?

Comment pourrait-on rester sans réagir devant l'insécurité du lendemain ? Tous ces foyers qui vivent au jour le jour, sans être assurés de pouvoir faire face. La « nouvelle société » mise en place par Chaban-Delmas, sous l'égide du 6^e Plan, prévoit 4.500 à 5.500 emplois en moins rien qu'à la R.A.T.P. !

Wendel-Sidélor, au nom de la « réorganisation », licenciera 12.500 ouvriers d'ici à 1975. Depuis 10 ans le chômage a triplé. Il atteint des chiffres jamais égalés. Et tout ce que Pompidou et compagnie trouve à nous proposer c'est le soi-disant « intéressement » des ouvriers à l'entreprise. Quelle hypocrisie !

Pour en finir avec tout ça, à en-

tendre palabrer les pontifs du P. « C. » F., il vous suffira, ouvriers, de voter convenablement aux prochaines élections. A les entendre c'est la potion miracle qui nous guérira de tous nos maux. Eh bien NON ! Seule l'action puissante et concertée face à l'intransigeance de nos exploitateurs, amènera l'avènement de la dictature prolétarienne que nous appelons de tous nos vœux, n'en déplaise aux conseillers attentistes du Palais Colonel-Fabien.

Un proverbe bien français prétend que « les conseillers ne sont pas les payeurs ». Exact ! Une souscription nationale est lancée par le P. « C. » F. Est-ce pour venir en aide aux millions de chômeurs ? Est-ce pour aider les ouvriers en lutte du Joint Français ou d'ailleurs ? Eh ; bien, non camarades ! C'est pour construire à vos frais un siège central que ne renierait pas Louis XVI s'il vivait encore...

Camarades, unissons-nous et faisons confiance au marxisme-léninisme qui est le plus sûr garant de notre libération.

Rejettons la collaboration de classe !

Détruisons l'appareil monopoliste d'Etat pour instaurer ensemble, par nous et pour nous, une démocratie réelle où le prolétariat sera le maître.

Un ouvrier communiste de la R.A.T.P.

Les « moins de 1.000 F »... combien sont-ils ?

Un article (1) paru dans le numéro 159 de l'Humanité Rouge a pu prêter à confusion sur ce point. Voici quelques chiffres qui rappellent clairement et crûment ce qu'il en est en réalité :

Actuellement près de 32,6 % des salariés gagnent moins de 1.000 F pour une durée moyenne de travail qui approche 45 heures par semaine. Le nombre total des salariés en France étant estimé à 16,5 millions, cela fait donc près de SIX millions de travailleurs qui doivent survivre avec moins de 1.000 F par mois. Un travailleur sur trois. Quatre ouvriers sur dix ! et le pourcentage croît vertigineusement quand on observe certaines catégories d'entre eux : les travailleurs immigrés, les jeunes, les femmes.

Et encore, est-ce possible réellement de vivre avec seulement 1.000 F par mois ? cette revendication mise en avant en 1968 n'exige-t-elle pas d'être actualisée, en fonction de la hausse vertigineuse du coût de la vie et portée à 1.200 F ?

Car ils sont près de 15 % de salariés à gagner entre 1.000 et 1.200 F. Ce qui veut dire en clair que près de la moitié des travailleurs gagne moins de 1.200 F par mois !

C'est pourquoi, ils sauront, unis dans l'action, imposer cette exigence fondamentale : PAS DE SALAIRES A MOINS DE 1.200 F !

(1) « Quel bonheur d'être salarié ».

CLASSE CONTRE CLASSE

Établissements Gobert (Paris 20^e) :

LES TRAVAILLEURS MARQUENT UN POINT

Gobert, filiale de Saunier-Duval, trust de l'industrie des chauffe-eau, chaudières et divers autres appareillages mécaniques et électriques, fabrique plus spécialement des engins de manutention mécanique (apis roulants...). Avec les techniciens et employés : 120 salariés environ.

Les quelque 70 ouvriers de chez Gobert, au terme d'une grève de cinq jours, ont arraché 3,5 % d'augmentation (à dater du 1^{er} septembre) et une prime de « compensation » de 100 F pour les jours de grève. Les avantages sont encore minces, mais l'essentiel n'est pas là : les travailleurs (ouvriers et techniciens unis) ont refusé les sordides chantages du patron, ont mené leur lutte de façon combative, avec occupation des ateliers aux heures d'ouverture de la boîte, piquet de grève, délégation aux autres boîtes du trust pour populariser leur combat et organiser la solidarité prolétarienne. C'était la première fois depuis assez longtemps que, dans le 20^e, où il ne reste plus que de petites boîtes, où les rapaces capitalistes prétendent régner en maîtres, soit par le paternalisme, soit par la terreur, une grève durait aussi longtemps et de façon si déterminée.

Evidemment, surtout pour pas mal d'O.S.2 à 960 F mensuels, la « prime de compensation » laisse un creux sen-

sible dans le budget. Mais les travailleurs, à la remise des produits de nos premières collectes, nous ont tout de suite dit : « Surtout, si vous continuez les collectes, n'hésitez pas à aider les gars d'autres boîtes du secteur qui pourraient s'y mettre aussi, même si on la tire un peu. » Cela montre bien la puissante et exemplaire valeur de la solidarité prolétarienne, vivant exemple de l'abnégation et de l'altruisme de la classe ouvrière, classe des exploités, classe révolutionnaire, classe qui, demain, se libérera en libérant toute l'humanité de l'exploitation et des vieilles mentalités. Il faut toujours plus renouer avec cette magnifique tradition prolétarienne : la solidarité matérielle aide les travailleurs à « tenir le coup », mais aussi les unit, les encourage, stimule le juste et nécessaire combat classe contre classe.

Les ouvriers de chez Gobert viennent d'en faire l'expérience. Forts de cette première victoire, ils en obtiendront certainement d'autres !

Correspondant « H.R. » Paris 20^e.

Secours Rouge Proletarien (grève de Gobert) :

- Collecte sur un marché du 20^e 10,50 F
- Collecte militants 50,60 F versé aux grévistes.

CHAQUE JOUR LE CAPITAL TUE

Il ne se passe pas une seule journée sans qu'un accident mortel du travail ne soit à déplorer dans les rangs de la classe ouvrière. Tous les jours, le système capitaliste s'entache du sang des travailleurs, n'ayant que faire de la vie d'un ouvrier. L'essentiel pour les capitalistes est et reste le profit maximum.

C'est ainsi que le jeudi 21 septembre, sur un chantier de la banlieue nantaise, en bordure de la route de la Chapelle-sur-Erdre, un ouvrier de l'entreprise Fer et Métaux de l'Ouest a été foudroyé par une décharge électrique de 20 000 volts. Il s'agit de Maurice Goulet, 24 ans, demeurant au lieu-dit « La Bougrière », à Sainte-Luce.

Dans la même région nantaise, à Saint-Herblain, deux ouvriers de la Société Westinghouse (ascenseurs), montés sur la plate-forme d'une nacelle, procédaient au quatorzième étage d'une tour à l'installation d'un ascenseur lorsqu'ils

firent une chute folle de 40 mètres. La plate-forme s'est écrasée au sol après la rupture d'un câble. L'ouvrier Guy Guinaudeau, 19 ans, demeurant chemin du Petit-Blottreau, a été tué sur le coup, et son camarade, Loïc Jouadet, 28 ans, père de trois enfants, demeurant 25 rue Louise-Gravot à Nantes, est très grièvement blessé. D'après quelques éléments d'enquête ouvrière, le système de sécurité était vétuste ; le système de parachute, un frein actionné depuis la plate-forme, n'a pas joué son rôle, le filin était vieux, le treuil électrique n'était pas fixé sur un châssis et s'est déplacé au moment de l'accident.

De plus en plus, les ouvriers doivent prendre en main leur propre problème de sécurité et refuser tout travail mettant en danger la vie d'un des leurs.

Travailleurs, c'est par l'action que nous imposerons au capitalisme exploitateur notre sécurité prolétarienne !

Pourquoi une grève à la M. G. E. N. ?

Parce que, depuis des années, la plupart des revendications présentées pour l'amélioration des conditions de travail et de rémunération sont sans réponse, malgré de multiples actions pour les faire aboutir.

Ces revendications, les voici :

1^o Indemnité uniforme de fin d'année pour le personnel des sections, du siège national et des établissements hôteliers.

Le personnel en a assez de se voir refuser à la fois les avantages du statut de la Fonction publique et ceux obtenus dans le secteur privé.

2^o Révision de la prime de 7,50 % attribuée au personnel hospitalier.

La direction de la M.G.E.N. en a imposé la hiérarchisation intégrale, tenant compte de la notation et de l'assiduité, pénalisant à la fois la maladie, la maternité, les accidents du travail. Elle applique ainsi les mêmes scandaleux critères que ceux imposés

par l'Etat aux travailleurs des hôpitaux publics ! En outre, le personnel ne bénéficie toujours pas des diverses primes et majorations existantes dans cette administration (travail de nuit, du dimanche).

3^o Sixième semaine de congés payés.

4^o Attribution de 6 jours de congés supplémentaires par an pour soigner un enfant malade : les employés des autres mutualités bénéficient de 12 jours à ce titre.

Le personnel de la M.G.E.N. s'adresse aux enseignants mutualistes pour qu'ils comprennent le bien-fondé de leurs revendications auxquelles la direction oppose un refus catégorique depuis si longtemps. Car, si les syndicalistes enseignants exigent, à juste titre, de l'Etat capitaliste qu'il prévoie dans son budget des conditions décentes de travail et de rémunération, serait-il concevable qu'il n'en soit pas de même dans la gestion des œuvres mutualistes qu'ils dirigent ?

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

ETABLISSEMENT PHIDAR A ROUBAIX

Les 80 ouvriers du service Dock poursuivent leur grève entamée le 19 septembre pour leurs revendications salariales.

Les grévistes sont intervenus sur les marchés de Roubaix, le dimanche 24 septembre, distribuant des tracts et portant des banderoles pour populariser leur grève. Les grévistes ont d'autre part diffusé un tract appelant à la formation d'un comité de soutien qui serait placé sous leur contrôle. Ce comité serait en formation.

La direction a fait appel aux forces de répression qui sont intervenues dans la nuit du 26 au 27 septembre pour disperser le piquet de grève.

USINE FIRESTONE à Lens

En grève illimitée depuis le 7 septembre pour leurs revendications, les 76 ouvriers représentant 75 % du personnel passé à une nouvelle forme d'action. Lundi 25 septembre, les grévistes dressent des barricades devant les bureaux de l'usine, bloquant pendant plus d'une demi-heure la direction au moment de l'heure de sortie. Les grévistes popularisent leur lutte et effectuent des collectes. Un comité de soutien est en formation.

USINE GERLACH à Bouzonville (Moselle)

La grève déclenchée le 20 septembre par les ouvriers pour leurs revendications se poursuit et se renforce.

Des cadres à la solde du patronat ont tenté, pendant une courte période de faire marcher quelques machines de la forge pour faire croire à la reprise de quelques ouvriers. Les grévistes français et immigrés ont vite fait de mettre à la raison ces briseurs de grève et les ont vidés de l'atelier.

Les employés sont de plus en plus nombreux à être solidaires de la juste lutte des ouvriers ; seul le quart des employés travaille encore. Les camions, qui au début venaient et repartaient à vide, ne se présentent plus.

ENTREPRISE BIG DUTCHMAN à Saint-Carreuc (Côtes-du-Nord)

Au onzième jour de grève, vendredi 22 septembre, les ouvriers et paysans se sont rencontrés pour organiser la solidarité.

D'autre part, une collecte a eu lieu au Joint Français à Saint-Brieuc, elle était organisée par les délégués C.F.D.T.

Le comité de soutien de Saint-Carreuc et celui de Saint-Brieuc ont organisé des collectes aux entrées des magasins à grandes surfaces.

C.P.I.O. à Nantes

Les ouvriers du service entretien de la C.P.I.O. (Compagnie des Produits Industriels de l'Ouest) à Nantes sont en grève depuis mercredi 20 septembre. Dans cette filiale de Renault qui fabrique des pièces en caoutchouc et plastique pour l'automobile et emploie 1 200 ouvriers, la direction refuse l'augmentation des salaires revendiquée par une trentaine d'ouvriers de l'entretien.

Le jeudi 21 septembre, les ouvriers de la centrale électrique ont débrayé et

sont allés porter leurs revendications avec leurs camarades grévistes de l'entretien.

USINE RHONE-ISERE à Vaise

Depuis le jeudi 21 septembre, 450 ouvrières et ouvriers sur les 700 de l'usine Rhône-Isère (serrurerie - métallurgie) dans la banlieue de Lyon, sont en grève. Leurs revendications portent sur l'augmentation des salaires, le 13^e mois, à travail égal, salaire égal, etc.

La direction propose 3% à valoir sur l'augmentation des salaires prévue en 1973. Les grévistes, après avoir pris connaissance de ces propositions, ont décidé la poursuite de leur mouvement. Le 25 septembre, les grévistes ont manifesté dans les rues de Vaise pour faire entendre leur voix dans les usines avoisinantes.

USINE SHOKBETON à Couéron (Loire-Atlantique)

Le 22 septembre, une centaine de travailleurs manifestent dans les rues de Nantes contre la fermeture de l'usine annoncée pour la mi-octobre. 66 ouvriers ont déjà été licenciés (voir HR n° 158).

USINE MOIZIEUX à Boën (Loire)

Les 400 métallos de cette usine sont en grève depuis mercredi 27 septembre contre les licenciements.

C.N.M.P.-BERTHIEZ à Gisors

Après l'annonce de 64 licenciements par la direction sous prétexte d'économie, les 450 ouvriers de l'usine C.N.M.P.-Berthiez (Compagnie Normande de Mécanique de Précision), qui est une filiale de la S.N.E.C.M.A., sont en grève depuis le 23 septembre.

Les grévistes, n'ayant pas de réponse satisfaisante, ont, lundi 25 septembre, retenu les membres de la direction toute la journée. En fin de journée, la direction générale de Paris acceptait de venir à Gisors.

Dans leur lutte contre les licenciements, les ouvriers proposent de ramener l'horaire de 41 heures à 40 heures par semaine, sans perte de salaire, de mettre les ouvriers âgés de 58 ans en pré-retraite avec 85 % de leur salaire brut.

USINE SHOLTES à Wappy (Moselle)

Une cinquantaine de travailleurs, en majorité des femmes, sont en grève depuis mercredi 20 septembre. Ils réclament la parité des salaires avec les ouvriers de l'usine de Thionville. Dans cette usine qui emploie 400 salariés, les ouvriers de trois ateliers, magasin, émailerie, montage, sont en grève et les ouvriers des autres ateliers lockoutés.

S.N.C.F.

Les cheminots de la région Sud-Est (Marseille, Nice, Avignon, etc) sont en grève depuis samedi 30 septembre à 16 heures pour exiger l'aménagement des roulements, de meilleures conditions de travail, etc.

R.E.R. (région parisienne)

Les agents de conduite du tronçon Aubert-St-Germain-en-Laye sont en grève de 24 heures (jour de l'inauguration qui est annulée) le lundi 2 octobre pour exiger un aménagement des tableaux de service.

COMMANDEZ

Que signifie classe contre classe ?

(0,50 F)

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

DANS LES ENTREPRISES

Camarades postiers, à l'action !

Les grèves de mai-juin derniers, dans les centres de tri et bureaux-gares, avaient été massivement et combativement suivies : le trafic a été perturbé pendant près de deux mois au point que des trusts comme « La Redoute », qui, comme beaucoup d'autres requins capitalistes, nous fait contribuer à son « expansion », par le jeu des tarifs de faveur accordés pour ses envois en nombre, ont été pleurer leur désespoir à la direction pour avoir perdu dans l'affaire des millions de gros francs sonnants et trébuchants.

Mais, le principe « Tous ensemble et en même temps » étant comme chacun sait une expression qui a toujours écorché les oreilles des Maire, Ségué et Cie, la grève s'est peu à peu effiloquée, tel centre prenant le relais d'un autre qui venait de cesser, sans même que soit mis en place un minimum de coordination régionale ou par services (auquel cas le coup porté aux monopoles et donc les chances de les faire cracher notre dû auraient été bien plus appréciable). Résultat : aucun. D'où écueurement très sensible chez les gars, que n'effacent pas les notions de beaux discours de la C.G.T. sur le « Programme commun » de Mitterrand et Marchais, ces deux adeptes de la collaboration de classe.

C'est pourquoi, le 29 septembre, nous n'étions que 400 devant la D.S.A. (Direction des services ambulants) à la gare de Lyon, à l'appel C.G.T.-C.F.D.T., pour crier notre colère aux grosses

légumes des bureaux, et dénoncer :

— Nos salaires lamentables, surtout après les coups de poignard assés dans le dos de notre pouvoir d'achat par la bande de débauchés et de gangsters au pouvoir, si bien que beaucoup d'entre nous, pour boucler les fins de mois, doivent accumuler les extras (« califs » et « nuits payantes »), mais là encore pour le plus gros profit de la direction, qui n'a pas, de telle sorte, à accroître l'embauche.

— Nos conditions de travail qui se dégradent de plus en plus.

— Le refus de l'administration de nous accorder les 40 heures en jour par un samedi après-midi de repos par mois.

— Le statut-fantôme des auxiliaires (30 % des effectifs chez nous) ne dépassant pas les 950 francs mensuels pour 41 heures hebdomadaires, vidables du jour au lendemain, mutables à n'importe quel poste (tri, sacs, manutention...) dès qu'il s'agit de boucher les trous. Là aussi, paroles creuses de la C.G.T., mais, les actes, néant !

— Les menaces de privatisation du service public : prospectus sans adresse (cf. « H.R. » n° 157), bureaux de poste privés (oh oui ! témoin Leclerc au Mans, je vous en reparlerai)... mainmise des trusts privés sur les télécoms, etc.

— Le blocage de l'embauche progressif d'ici 1975 — mécanisation oblige ! Le tri automatique, en effet, doit être mis en place à cette date ; quand on sait que, d'ores et déjà, une lettre pour

Los Angeles se retrouve à Toulouse si la mention U.S.A. n'est pas lisible, cela promet une belle pagaille !

Voilà le sort que nous réserve l'État-patron (« Rassurons-nous, nous ne sommes pas les plus malheureux », disait le banquier-président). Le rassemblement du 29 dont nous pouvions deviner les limites, est loin d'avoir exprimé le grand potentiel de lutte qui couve aux P.T.T. Dans ces circonstances, deux ou trois banderoles, quelques slogans revendicatifs, beau discours puant la démagogie des bonzes syndicaux (qui ont loué F.O. pour avoir autorisé ses membres à venir, et l'ont solennellement exhortée à rejoindre l'unité au sommet), deux motions « votées » à main levée... Bref, piètre démonstration. Les patrons — sur lesquels cette action devait en principe faire « impression », sinon pression, en vue des négociations-miracles du 5 octobre — devaient bien rigoler dans leurs fauteuils, là-haut. D'ailleurs, ce serait bien ennuyeux d'être dans l'obligation de refaire grève » (sic), etc.

Mais prenez garde, imposteurs révisionnistes-réformistes usurpant les syndicats, si la rentrée a été aussi froide que vous le vouliez, l'hiver risque sans doute de vous brûler les mains, ces mêmes mains que vous aimez si bien tendre aux exploitateurs au-dessus d'un tapis vert, plutôt que de les tendre aux travailleurs pour les guider dans leur lutte CLASSE CONTRE CLASSE.

Correspondant « H.R. » P.T.T.

S. N. C. F. : GRÈVE OU GALEJADE

Avignon, le 30 septembre 1972.

On peut se le demander quand on voit quelques centaines d'agents de conduite de la Côte d'Azur lancés bureaucratiquement dans une grève de 24 heures... à répétition ! Cette grève a été lancée sans consultation de la base, sur des revendications ultra-catégorielles : contre des mauvais roulements d'hiver, dans une seule région. Les « organisations syndicales », c'est-à-dire MM. les Professionnels du Syndicalisme, ont formé un « comité de grève », vrai club de bureaucrates qui se proclame « seul organisme responsable pour mener les discussions » et « coordonner le mouvement ». On voit donc bien qu'il s'agit de discuter, pas de se battre, et qu'il faut contrôler le mouvement pour pouvoir l'arrêter. Pour cela, le « comité de grève » réunit tout le beau monde du

tapis vert : C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. (oh oui !), F.G.A.A.C. Comme on n'imagine pas, après tant d'expériences, qu'ils puissent rester longtemps d'accord, personne ne peut croire que la grève va durer. D'ailleurs, les non-roulants ont appris la nouvelle par la radio et les journaux, preuve que les « responsables » syndicaux ne pensent pas avoir besoin de la solidarité du reste du personnel ! Mais quand le mouvement sera fini et que les grévistes resteront la rage au cœur, gageons que chaque syndicat rejettera la responsabilité sur les autres !

Mais on ne peut pas tromper indéfiniment les masses, et les yeux s'ouvrent de plus en plus. La preuve en est dans les opinions exprimées par les cheminots d'Avignon ce premier soir de grève. En

voici quelques unes :

« Ce qui est urgent, dont on a tous besoin, c'est les salaires, une augmentation uniforme, à cause du prix de la vie. Mais ça, on croirait qu'il n'y a rien à faire. On fait des grèves pour fatiguer les grévistes de payer les retenues. »

« Il faut recommencer comme en 68, on n'obtiendra rien autrement. Mais il faut trouver le moyen de ne pas se faire saboter par les « gros » du syndicat. »

« Et si Marchais vient au pouvoir, ça sera pareil ! Ils sont pour les « gros » et contre nous, les ouvriers ! »

« L'année dernière, Ségué nous a dit qu'on était libres de continuer si on voulait, après nous avoir isolés et avoir saboté la grève. On a payé des retenues jusqu'en décembre ! »

« En attendant, voyez l'effet du préavis : la nuit dernière, les trains de primeurs de Cavaillon avaient 60 wagons au lieu de 30 d'habitude ; comme ça, les milliardaires de l'agriculture n'auront rien perdu. »

Ces déclarations de cheminots montrent bien que le jour se rapproche où les traîtres seront balayés par les masses victorieuses.

Correspondant « H.R. ».

Et les handicapés physiques, M. POMPIDOU !

Ils sont des milliers en France privés, totalement ou partiellement, de la possibilité de se déplacer, de se livrer à une activité normale : mutilés de guerre, accidentés du travail, victimes de la route.

De ceux-là non plus le gouvernement des industriels et des banquiers ne se soucie guère ! Il leur allouait jusqu'ici la somme royale de 10 F par jour pour survivre. Une aide supplémentaire leur est consentie, à partir du 1^{er} octobre prochain, de... 2,30 F par jour ! Somme dérisoire déjà anéantie par la hausse du coût de la vie, avant même d'être effectivement versée. Somme à laquelle l'Etat, pour sa part, ne contribuera que pour moins de 30 %, le reste étant laissé à la charge de la Sécurité sociale.

Ainsi les conditions d'existence des catégories défavorisées, dont il est si abondamment question dans les discours officiels, demeurant, elles, franchement misérables.

Lasse de trapper aux portes closes des ministères, la Fédération nationale des malades, infirmes et paralysés a décidé d'en appeler au soutien actif de la population pour que ses revendications soient imposées. Elle exige que chaque handicapé dispose au moins de 75 % de son revenu professionnel antérieur, avec un plancher fixé à 75 % du S.M.I.C.

Il s'agit là d'une charge intime pour une économie dont on ne cesse de nous chanter sur tous les tons la remarquable prospérité !

Courrier de l'Aisne LA LÉGALITÉ BOURGEOISE TOUJOURS VIOLÉE PAR LE PATRONAT

Voilà 3 mois que le patron du « Courrier » imprimerie aux mains des gros propriétaires terriens — a licencié impunément 2 délégués syndicaux d'une boîte où tous les travailleurs sont des O.S. menacés par la mise à la rue à cause du chômage grandissant.

— D'une part la répression patronale s'est exercée librement par le licenciement sur le champ de travailleurs qui n'entendaient pas se laisser faire, et sans aucune indemnité, comme l'a laissé croire la presse locale, si ce n'est la solidarité des autres travailleurs toujours efficace contre les patrons ;

— D'autre part, le patron n'hésite pas, avec la complicité des pouvoirs publics, à continuer à violer sa propre légalité, puisque le tribunal de Laon et l'inspection du travail se sont prononcés pour la réintégration des deux travailleurs avec indemnités.

Devant la volonté des travailleurs, soutenus par de jeunes militants de base C.G.T. ou C.F.D.T., malgré les tentatives du maire réactionnaire proposant « d'autres emplois », les unions syndicales locales ont été poussées à réagir.

Samedi 23 septembre, un meeting suivi d'une manifestation et délégation à la Préfecture est prévu.

A ce meeting :

— L'U.R.C.P., ce syndicat jaune, ne s'est-il pas démasqué en ne « dénonçant » que les patrons soi-disant rétrogrades ?

— Le délégué C.G.T., négligeant la défense effective et la riposte immédiate, a préparé les élections de 73 !

— Un responsable C.F.D.T. a été justement approuvé quand il révéla les problèmes rencontrés par ces 2 travailleurs depuis 3 mois.

Et alors que les travailleurs présents tenaient à manifester leur solidarité autrement qu'en pétitions (signées même par deux flics en civil !)... c'est en voiture (l'assemblée criant « à pied » !) qu'une partie de la manif a été menée pour ne pas gêner !

Au retour de la délégation à la Préfecture un responsable de la F.E.N. déclare : « Les pouvoirs publics feront peut-être un communiqué de presse pour dénoncer celui qu'ils protègent, car si nous avions perturbé la circulation, les forces de l'ordre seraient intervenues... » et il rabroue des jeunes qui demandent : « Après avoir tiré le bilan de cette forme d'action, qu'allons nous faire... ? »

Ce n'est que par la poursuite de l'action que la réintégration des deux délégués pourra être imposée.

Correspondant H.R.

CHEMINOTS, COMMANDEZ

« HIERARCHIE CAPITALISTE A LA S. N. C. F. »

— Brochure éditée en supplément à « l'Humanité Rouge » n° 150 —
PRIX : 2 Francs. Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.

ENFANTS DE CHINE ESPOIR DU SOCIALISME

Aujourd'hui, la Chine Populaire a 23 ans, et nous vient à l'esprit la question : « Qu'est-ce que le socialisme dans la Chine d'aujourd'hui ? » Il y aurait beaucoup de choses à dire bien sûr. Nous avons choisi de publier le témoignage de camarades qui ont visité un des Palais de Pionniers de Changhaï. Ils ont cru y avoir une compréhension plus vivante et plus palpable du socialisme. Plus convaincante que bien des discours. Car là se préparent les militants du socialisme et du communisme, des hommes et des femmes heureux, conscients. Maîtres de leur destin.



Sous le regard attentif et critique des petits camarades.

Les enfants nous ont entourés avec empressement ; et nous avons commencé la visite de leur maison : le Palais des pionniers. Aujourd'hui, ils sont près de 2 000 enfants qui fréquentent les écoles primaires d'un des quartiers de Changhaï.

Ils ont planté leurs regards fiers dans notre regard ; et nous nous sommes sentis tout petits. Maintenant nous allons d'une salle à l'autre. Ici, c'est la salle de danse ; rien d'emprunté chez ces fillettes qui esquissent une scène de « La Fille aux cheveux blancs » ; ce ne sont pas non plus des « ballerines » montées en épingle par un dressage intensif. Des fillettes toute simples ; mais dans leur énergie maîtrisée, dans leur enthousiasme souriant, il y a déjà les femmes chinoises de demain, libres, épanouies, des femmes militantes, des femmes à part entière.

Là, c'est une salle de diction ; un garçon d'une dizaine d'années parle ; il raconte une embuscade tendue par les patriotes vietnamiens aux bandits américains ; il mime la puissance insolente des yankees et de leurs armes, il dit les préparatifs minutieux des combattants ; dans ses yeux passe la farouche résolution de vaincre... Les spectateurs ont son âge ; ils sont attentifs. Lui, aucunement intimidé, continue son récit ; et pendant ces minutes impressionnantes, la résistance vietnamienne est là ; notre résolution de la soutenir se renforce.

Nous allons de salle en salle au

milieu des cris, des rires et des chants. Mais il n'y a pas d'effolement, pas d'énervement... L'atmosphère est détendue, sereine... Les grandes personnes sont presque absentes. Ici les enfants prennent en main leurs propres affaires, soutenus par l'action discrète et efficace des adultes. Ici, les enfants sont heureux et responsables ; ce sont des pionniers... Et nous venions à l'esprit les images des enfants-mendiants, des enfants-ouvriers qui peuplaient Changhaï il y a quelque vingt-cinq années encore...



Soins attentifs pour la mère et son enfant.

Hier des enfants mendiants...

« Pendant deux générations, ma famille a mendié. Jusqu'à l'âge de 15 ans, j'ai vécu sans feu ni lieu. Quand j'étais petit, mon père me mettait dans un panier et me portait avec un palanque. Nous n'avions pas de maison ; nous habitions dans un hangar misérable, près des bœufs et des charettes.

Mon père est mort de faim sur la terre enneigée. J'avais 8 ans. Je le tenais très fort dans mes bras, et je l'appelais. Ma mère est rentrée et elle s'est mise à pleurer. Nous restions seuls, ma mère, mes deux sœurs, mon frère et moi. Ma mère a demandé aux paysans du village l'argent du voyage pour aller à Changhaï. Nous avons enterré mon père et nous sommes partis.

Ma mère avait les pieds bandés et se déplaçait difficilement ; elle a dû vendre mes deux sœurs — 18 ans et 14 ans ! Je ne les ai jamais revues à ce jour. En cinq jours, trois membres de ma famille ont disparu. A Changhaï, j'ai mendié dans les rues. J'étais sans feu ni lieu...

A 16 ans, je me suis engagé comme valet de ferme chez un propriétaire foncier. Pour ne pas mourir de faim. On me servait les restes du repas dans un bouillon. Toute la journée, je labourais la terre avec un bœuf ; la nuit je dormais avec lui. Pas sur la paille, on ne me le permettait pas... mais sur la mangeoire du bœuf ! Les fils et les filles du propriétaire foncier me maltraitaient. Je suis resté jusqu'à l'âge de 20 ans.

De retour à Changhaï, j'ai cherché du travail dans une usine. En vain. J'ai mendié une nouvelle fois puis j'ai tiré le pousse-pousse...

Nous continuons la visite ; certains pionniers s'activent autour des transistors de leur fabrication ; d'autres brodent ; d'autres encore font de la peinture. Leurs visages resplendissent. Pourtant les paroles du vieux travailleur de Changhaï nous reviennent à la mémoire. Insistantes.

« C'était l'enfer pour le peuple. Aujourd'hui c'est le paradis », nous a-t-il dit. Maintenant nous comprenons mieux. Les enfants d'aujourd'hui

... Aujourd'hui des enfants heureux

Nous avons vu beaucoup d'enfants dans la Chine d'aujourd'hui : petits marmots des jardins d'enfants rangés en file indienne, garçonnet et fillette tenant fièrement la main de leur père dans les rues de Pékin, grands et moins grands qui déjeunent sur le seuil de la maison, maniant les baguettes avec adresse. Ce sont des enfants en bonne santé : de bonnes joues et un teint hâlé par le soleil ! Des enfants actifs et agiles. Du Palais des pionniers nous les admirons ; souples et hardis, ils suivent le parcours « d'entraînement militaire » ; ils se glissent dans un tunnel, enjambent un précipice, se laissent aller au bout d'un filin. Filles comme garçons.

Il n'y a là rien pour nous étonner. Ici, on se soucie des enfants du peuple. Ici, chacun est régulièrement examiné par les équipes itinérantes de « médecins aux pieds nus ». Enfants et adultes, même s'ils paraissent bien portants. Dès avant sa naissance, on se préoccupe de la santé du futur enfant ; des visites prénatales et des périodes de repos sont prescrites pour la mère. Depuis la Libération, le poids moyen des nouveaux-nés a augmenté de 200 g à 300 g. Avant la Libération, 120 à 123 enfants sur 1 000 mouraient à la naissance ; aujourd'hui 2 à 3 sur 1 000 encore.

Il y a quelque vingt-cinq ans, tout le bien d'une famille populaire tenait dans une palanque ; aujourd'hui il faut un ou deux camions ! Finie l'affreuse misère, dans les bidonvilles de Changhaï ou dans les hangars des villages. Les enfants de Chine ont un vrai logis aujourd'hui. Il n'est pas toujours très spacieux, c'est vrai ; mais il existe. D'ailleurs, les enfants n'y sont pas calfeutrés à ne savoir que faire. Le petit est à la crèche ou au jardin d'enfants ; l'aîné à l'école ou au Palais des pionniers. L'école n'est pas aux cinq cents



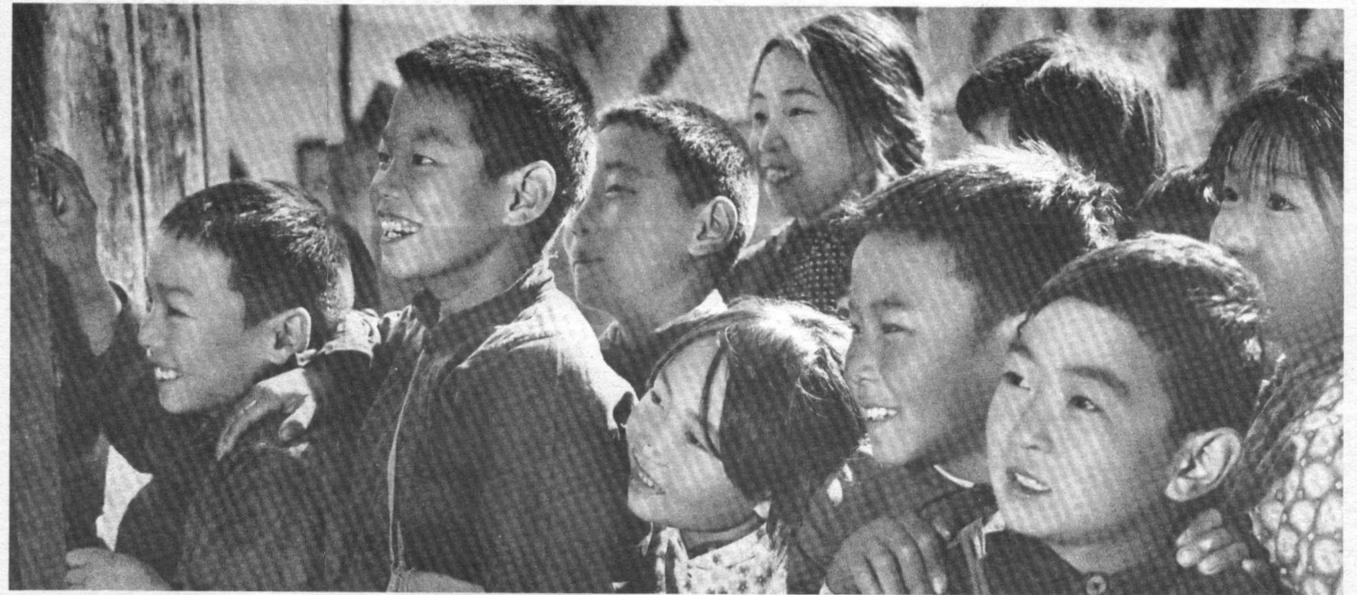
Dès leur plus jeune âge, les enfants peuvent s'initier à plusieurs sports.

diabes ; pas de ramassage scolaire. Les enfants y vont à pied, à l'ombre des arbres qui parsèment la cité ouvrière. Pas de crainte des autos non plus !

Il y a quelque vingt-cinq ans, les enfants du peuple n'apprenaient pas à lire ni à écrire. Aujourd'hui, les vétérans s'enorgueillissent des études de leurs enfants et de leurs petits-enfants :

« A la Libération, je ne savais ni

lire ni écrire. J'ai deux fils à l'école secondaire et un fils à l'Université... » Les enfants de Chine : des enfants bien portants, épanouis, heureux. Il y en a aussi dans notre pays, enfants que soignent avec attention les parents scrupuleux, au prix de bien des sacrifices et des déceptions. Mais ils n'ont pas le regard fier et altier des pionniers de Chine. Un regard qui soutient le nôtre ; un regard d'hommes libres.



d'hui connaissent le paradis socialiste. Et nous comprenons mieux encore pourquoi ils chantent le Parti Communiste Chinois et son dirigeant le président Mao : ils ont conduit le peuple chinois hors de l'enfer du passé.

Des continuateurs de la cause du communisme

Ce regard nous a beaucoup frappés. Les pionniers n'étaient ni intimidés et gauches, ni cabotins. Leur conduite était celle de jeunes hommes responsables. A tout moment a éclaté leur grande conscience politique. Dans les campagnes, à Yen-an, à Changhaï, la majorité des enfants applaudissaient notre passage :

« Bienvenue aux oncles et aux tantes étrangers... »

Et s'ils connaissaient notre origine : « Vive la Commune de Paris ! »

Beaucoup d'entre eux ne savent pas où est située la France, mais beaucoup connaissent la Commune de Paris. A preuve : les dessins d'Eugène Pottier, de scènes de la Commune que les pionniers ont réalisés l'année dernière, lors du Centenaire.

« Bourrage de crâne », diront certains. « A-t-on jamais vu des enfants politisés ; n'est-ce pas là les conditionner par avance, abuser de leur jeunesse et de leur innocence ? » Qu'on y réfléchisse bien : les enfants de notre pays ne sont-ils pas « politisés » eux aussi ? Si on leur demande « quest-ce que la civilisation ? », ne répondront-ils pas immanquablement « nous sommes plus civilisés que les gens d'Afrique ou d'Asie... » ? Pour eux, le passé n'est-il pas celui des rois et des princes ? Voilà ce que l'idéologie dominante a inculqué aux enfants de notre peuple. C'est abuser de leur jeunesse et de leur innocence. Comme de développer en eux la mentalité individualiste du héros : les faire jouer aux cow-boys et aux Indiens par exemple... Comme de détourner leur dynamisme et leur ardeur vers des préoccupations prétendues « au-dessus des classes » ou « apolitiques » : la musique pop, la possession d'une moto ou d'une voiture, etc. Voilà l'éducation « politique » faite aux jeunes de chez nous.

A Changhaï et dans toute la Chine, domine l'éducation de classe. Chaque enfant sait ce qu'est le socialisme. Il a pu comparer la nouvelle Chine à l'ancienne ; il a pu visiter les vieilles cahutes, témoins des anciens bidonvilles de son quartier. Il a goûté l'infâme mangeaille d'autrefois. Des héros révolutionnaires sont venus au Palais des pionniers raconter leurs expériences et exalter les traditions révolutionnaires du

peuple de Chine. Au Palais des pionniers, une exposition retrace la vie des martyrs et des héros de la révolution.

Chaque enfant connaît aussi le présent. Le fils d'ouvrier de Changhaï va visiter usines et communes populaires ; et dans ses chants familiers, il interroge :

« Quel est le poids d'une aubergine ? »

« Comment récolter le maïs ? »

De la même façon, ne lui sont pas étrangères les glorieuses traditions de l'Armée Populaire de Libération ; une des danses favorites des pionniers de Changhaï évoque un des épisodes de la guerre anti-japonaise : les soldats apprennent à filer la laine et à raccomoder ; ils sont maladroits, se piquent les doigts ; les jeunes villageoises se moquent gentiment et leur montrent la cadence. L'union de l'armée et du peuple est là, vivante, sous nos yeux.

Ce n'est pas tout. Aux jeunes pionniers, ne manquent pas les larges perspectives de la révolution mondiale. Et leur éducation internationaliste n'est pas un vain mot. Nous la sentons présente, dans la pression de leurs mains quand ils nous conduisent, dans leurs explications sans détour en réponse à nos questions. Pas de doute : pour eux, nous sommes bien les représentants du

peuple révolutionnaire de France ; comme eux et avec eux, nous luttons pour la révolution mondiale. C'est pour cette raison, et celle-là seulement, qu'ils nous accueillent avec tant d'enthousiasme et de chaleur. Les larmes qui nous viennent aux yeux les étonnent presque. Peuvent-ils comprendre qu'en eux nous avons puisé de nouvelles forces, et de nouvelles raisons de croire en notre cause ?

Il y a onze palais des pionniers comme celui-là à Changhaï : un par quartier et un palais municipal. Tous les enfants de moins de 16 ans ne peuvent y venir tous les jours en dehors des heures scolaires ; un roulement est organisé pour que vienne le plus grand nombre d'enfants possible. Il n'y a pas d'obligation à venir non plus. Mais c'est un grand honneur pour les enfants de participer aux activités de leur palais.

Cela est clair. Cette maison est la leur ; et leur fierté à nous la montrer n'est pas feinte. C'est la fierté de jeunes militants de la société socialiste de demain. La lutte est ardue ; il faudra travailler dur. Les jeunes pionniers sont prêts ; nous le sentons.

Pionniers de Changhaï, la Chine vous appartient. Et dans votre regard se lit l'avenir rouge de la Chine et du monde !



Visite d'une exposition pour l'éducation de classe des pionniers.

LES DIRECTIVES D'UN MINISTRE

Le 24 septembre se tenait une réunion d'une centaine de responsables départementaux de l'U.D.R. avec le ministre Charbonnel.

Evidemment, les scandales dans lesquels patauge l'U.D.R. étaient à l'ordre du jour. Et il fallait trouver un responsable. Ces messieurs d'Union pour la Défense de la Racaille l'ont vite trouvé. D'entrée de jeu, ils ont demandé que le gouvernement « se débarrasse des fonctionnaires qui, à tous les niveaux, sont hostiles au régime et les remplace par des gens sûrs ». Il faut épurer, pas des escrocs certes, mais de ceux qui s'opposent à ce régime pourri.

Et le ministre, répondant à leurs souhaits, a été plus précis encore : « Vous devez, vous, militants gaullistes, signaler tous les manquements, les signaler à votre député de la majorité et par son intermédiaire au gouvernement.

C'est là où le contrôle du peuple qui s'exerce par vous doit se manifester. Souvent, les hiérarchies couvrent certains agissements. Si un instituteur ou un professeur profite de l'autorité morale qu'il a sur des enfants pour leur enseigner le maoïsme ou les doctrines de M. Rocard, nous devons être informés et agir pour empêcher que ce genre de choses ne se passe. »

L'U.D.R. est donc ainsi invitée à superviser les enseignants, à repérer et dénoncer ceux d'entre eux qui se refusent à faire les louanges du capitalisme, qui font preuve d'anti-capitalisme, pour qu'ils soient « épurés ». De telles directives portent les marques du fascisme. Elles constituent une menace contre la liberté d'opinion. Elles instituent la délation.

Elles ouvrent la chasse aux sorcières.

Quand les CDR jouent les purs...

Pour duper les gens les fascistes ont toujours essayé de se faire passer pour des purs parmi les purs, des adversaires de la corruption, des partisans de la « propreté ». C'est ce que font les C.D.R.

C'est ainsi que le C.D.R. des Bouches-du-Rhône a demandé la démission du député U.D.R. de Marseille, Arnaud. Ecoutez-les : « Le C.D.R. représentant la « majorité silencieuse », et qui œuvre dans l'intérêt général des travailleurs et non dans l'intérêt particulier, pense que cette décision serait bénéfique pour les institutions de la République et bien accueillie par l'opinion publique. »

Que le député Arnaud soit une

canaille c'est là une chose dont nous ne doutons pas, mais ce dont nous sommes sûrs aussi c'est que les C.D.R. sont un ramassis de gangsters prévoyant entre autres dans leurs statuts de recevoir les fonds de l'Etat. Qu'ils nous parlent donc de leurs amis tels Kappé dirigeant du S.A.C. de Marseille qui donnait dans le trafic d'armes, de Padovani dirigeant à Aix-en-Provence impliqué dans un meurtre. Ces messieurs parlent au nom de la « majorité silencieuse » c'est tellement plus facile, on peut lui faire dire n'importe quoi.

Quant aux travailleurs ils savent à quoi s'en tenir sur le compte de ceux qui ont assassiné plusieurs des leurs depuis 1968.

La corde dans la maison du pendu

« Honnêteté, moralité, rigueur », etc., ce sont là les mots qui reviennent dans les propos d'une faune qui s'agit beaucoup ces temps-ci. C'est le fait entre autres de « Présence et action du gaullisme » qui compte dans ses rangs Messmer, Sanguinetti, etc.

Ces messieurs ont tenu récemment une réunion pour désigner leur nouveau président : Charles Pasqua. Celui-ci devait déclarer : « ...L'honnêteté et la morale, deux notions indissociables de la qualité du gaullisme. Si d'aventure quelqu'un parmi nous ne remplissait pas ces deux critères, nous le rejeterions impitoyablement. »

Halte là ! Celui qui a tenu ces propos doit être démasqué.

Qui est donc Charles Pasqua, le « pur et dur » ?

Après avoir été directeur chez Ricard, il est aujourd'hui P.D.G. de la Société Euralim.

C'est lui qui organisa en mai-juin 68 la manifestation gaulliste des Champs-Élysées. C'est lui qui coordonnait l'action des bandes fascistes qui attaquaient

les travailleurs à la même époque. C'est lui qui fut dirigeant des C.D.R.

Il fut aussi vice-président national de l'organisation terroriste, le S.A.C., dont il était le numéro 1 dans les Bouches-du-Rhône. Or, à cette époque, eut lieu un procès pour meurtre, le procès de Puyricard, dans lequel était impliqué le S.A.C. des Bouches-du-Rhône : ce procès mit en évidence l'appartenance au milieu des chefs et hommes de main du S.A.C. Il fut établi que le S.A.C. était composé de trafiquants en tous genres. Et Pasqua le « pur » régnait là-dessus. Cette affaire, par trop gênante, entraîna la démission de Pasqua.

Ce qui ne l'empêcha d'ailleurs pas d'être député U.D.R. de Clichy-Levallois. Clichy où, en 1968, Pasqua avait fait monter des hommes de main des Bouches-du-Rhône qui blessèrent grièvement par balles des cheminots.

Voilà qui est Pasqua, celui qui a appelé à rejeter « impitoyablement » ceux qui ne font pas preuve « d'honnêteté et de morale ». Il devrait savoir qu'il ne faut pas parler de corde dans la maison d'un pendu.

N'OUBLIONS JAMAIS L'HEROIQUE RESISTANCE!



Le peuple de France a empoigné les armes pour chasser l'occupant hitlérien : voilà ce que Pompidou veut salir et faire oublier.

CHARLES DEBARGE "l'insaisissable"

Il y a eu trente ans le 23 septembre, Charles Debarge tombait les armes à la main à Ronchin dans le Nord. Mineur communiste, il fut un des premiers à engager la lutte armée contre l'occupant nazi en pays minier.

C'est le 6 août 1941 que commence ce qui fut sa légende. Arrêté par les nazis, il s'évade de la gendarmerie en bousculant ses gardiens. A dater de ce jour on l'appellera « l'insaisissable ». Sa tête est mise à prix, les policiers ont ordre de tirer sur lui à vue.

Il loge dans une étable, se nourrit de pain sec et de fruits quand il en trouve. En septembre 1941, en compagnie de ses camarades de combat, voici ce qu'il fait :

- le 4, destruction d'un chariot électrique à la fosse n° 4 de Carvin ;
- le 8, tentative de destruction d'un pylône à haute tension ;
- le 11, sabotage de la centrale électrique de Courrières ;
- incendie d'une usine de goudron ;
- le 22, récupère 500 kg de dynamite ;

— le 25, déraillement d'un train.

Lorsqu'un camarade est pris par les nazis, avant d'être fusillé c'est à « Charlie » qu'il pense. Ainsi Henri Gouillard, normalien de 20 ans, qui écrit à sa mère :

« Maman, tout ce que je te demande pour plus tard, c'est de me faire enterrer auprès de lui. »

Il surgit là où l'occupant ne l'attend pas. « L'insaisissable » est partout.

Voici ce qu'il écrivait le 14 juillet 1942 :

« Je suis traqué par toutes leurs polices, elles ont le droit de tirer sur moi sans sommation, ma tête est mise à prix. Mais je ne me suis pas évadé pour me laisser reprendre maintenant, sans vendre chèrement ma vie. » « Mieux vaut mourir debout que vivre à genoux. Je ne l'ai pas oublié... »

Fidèle à son serment de communiste, Charles Debarge mourra debout, au combat.

Trente ans ont passé mais son idéal reste vivant et son exemple nous guide.

AFFICHEZ H. R.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
PÉKIN	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

	Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
TIRANA	6 h	
	16 h	
	17 h	
	19 h	sur 31 et 42 m ;
	21 h	
	22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
	23 h 30	sur 31 et 41 m.

Les H.L.M. de Paris :

Escroquerie et anarchie capitaliste

Les H.L.M. qui se voulaient être des habitations à loyers modérés logent à Paris 300 000 personnes. Leur situation se caractérise de plus en plus par trois choses : la difficulté d'obtenir un logement, certaines familles attendent un logement en H.L.M. depuis des années; des loyers qui augmentent rapidement et n'ont plus rien de modérés; une dégradation rapide des immeubles. Le gouvernement utilise les H.L.M. pour faire de la propagande sur sa soi-disant politique sociale. Mais entre la propagande et la réalité, il y a une marge que les travailleurs ont appris à connaître.

GRATTONS LE VERNIS

Le Conseil d'administration des H.L.M. de Paris, composé d'U.D.R. nommés par le gouvernement, présentait chaque année un bilan bénéficiaire. Jusqu'au jour où des « indiscretions » permirent de savoir que, loin d'être bénéficiaire, l'Office des H.L.M. avait au contraire un déficit d'environ 10 milliards anciens.

L'affaire a commencé en 1970. A cette époque, il apparut que la société d'H.L.M. du « groupe Richelieu » qui disait à qui voulait l'entendre qu'elle était bénéficiaire, avait en réalité un trou de plus de 3 milliards. Le directeur en était un ancien inspecteur général de la Construction qui avait été membre de plusieurs cabinets ministériels. Les administrateurs et contrôleurs étaient un sous-

directeur au ministère des Finances et un membre du Conseil d'Etat. Ces messieurs s'étaient empochés quelques milliards sur le dos des locataires d'H.L.M. Aujourd'hui, on sait que cet état de chose n'était pas l'exception mais la règle à l'Office d'H.L.M.

Cette situation se trouve aggravée par le fait que les divers ministères s'opposent à l'embauche de personnel, ce qui a pour conséquence l'absence de réparations indispensables des immeubles, l'augmentation des loyers. Le logement des travailleurs est laissé à l'abandon et est l'occasion pour une poignée de requins de réaliser d'énormes profits.

Enfin, pour conclure, citons cet extrait d'une lettre confidentielle de janvier 1971 du président de l'Office d'H.L.M. de Paris au secrétaire d'Etat au Logement : « L'Office n'est pas à l'abri lui non plus d'une catastrophe du genre de celle qui vient de se produire à Argenteuil. On imagine sans peine ce qui se produirait si un tel drame survenait par malheur aux 4 000 logements de La Courneuve par exemple. Or, il n'est nullement exclu que, parmi les innombrables réclamations dont l'Office est saisi et qu'il ne peut ni examiner ni contrôler avec une suffisante attention, l'une d'entre elles soit un avertissement sérieux à une catastrophe du même genre. »

Voilà qui illustre avec éclat le mépris qu'a la bourgeoisie pour la vie des travailleurs.

EXPULSION RUE JACQUIER



De plus en plus à Paris, des sans-logis occupent des immeubles vides.

L'occupation de l'immeuble du 17 rue Jacquier durait depuis le 12 février dernier. Plusieurs familles — 39 personnes, dont 15 enfants — avaient décidé de s'installer dans cet immeuble désaffecté mais qui ne devait pas être démolé avant longtemps. La sympathie du quartier leur avait été vite acquise et le 17 était devenu rapidement un centre d'échanges et de discussions entre tous les habitants de ce quartier populaire du 14^e arrondissement. Une expérience d'organisation collective de certains services — buanderie, garde d'enfants — s'était progressivement mise en place. C'est pourquoi les occupants refusaient fermement les propositions séparées de relogement visant à les diviser et exigeaient d'être relogés tous ensemble.

Leur expérience attirait l'attention d'un grand nombre de mal logés qui venaient s'informer et discuter pour

tenter, de leur côté, la même expérience.

C'était plus que ne pouvait tolérer la bourgeoisie. Une fois de plus elle a fait donner ses juges et ses flics contre des travailleurs qui ne faisaient qu'exiger leur droit à un logement décent.

Le 26 septembre au matin la police embarquait tous les occupants du 17 rue Jacquier vers des centres d'hébergements « provisoires ». Depuis murs et plafonds ont été crevés, les sanitaires détruits et les flics montent en permanence la garde devant l'immeuble.

Mais le pouvoir des monopoles ne peut détruire la solidarité qui s'est organisée dans ce quartier, entre ces familles, il ne peut supprimer ce qui a germé dans les consciences, ni enfermer dans ses prisons la colère du peuple las de vivre dans ses taudis !

Bidonville d'Ivry :

GRÈVE DES LOYERS

A Ivry, rue Barbès, derrière des maisons à la façade convenable, existe un bidonville. Il faut pénétrer dans les passages pour se faire une idée de la manière dont le capitalisme oblige des travailleurs, et en particulier les travailleurs immigrés, à vivre.

Ceci est un scandale.

250 personnes vivent dans ce bidonville, presque tous des travailleurs immigrés.

Les maisons ! pour la plupart des baraques en planches pourries.

Certaines familles vivent à cinq ou six dans des baraques de 6 m² : Ce

le relogement des travailleurs ne dépendait pas de la mairie mais de la préfecture, qu'on ne pouvait donc rien faire pour ces « pauvres sinistrés ». « Mais je vous promets l'enlèvement des ordures, l'installation d'un sanitaire, et un point d'eau », a conclu Monsieur le maire.

Le sanitaire et le point d'eau, les travailleurs l'attendent toujours, quant aux ordures elles ont été retirées au bout de trois semaines et parce que les travailleurs du bidonville avaient menacé de les déverser dans la rue.

Pour semer la division et le racisme, Monsieur le maire avait



Voilà les « logements » que le capitalisme réserve à certains travailleurs !

qui veut dire que parents et enfants dorment tous dans le même lit !

Un sanitaire pour trente personnes !

Des débris qui s'amoncellent dans les passages, seuls endroits où les enfants peuvent jouer !

Aussi la colère des travailleurs du bidonville était grande lorsqu'un incendie ravagea cinq baraques, jetant à la rue cinq familles.

Un comité de soutien se créa aussitôt pour soutenir les revendications des travailleurs du bidonville :

— le relogement immédiat des sinistrés ;

— le relogement de tous les travailleurs du bidonville.

Une délégation des travailleurs du bidonville et des membres du comité de soutien fut reçue par le maire de la municipalité « communiste ».

Il lui fut répondu froidement que

promis un logement à un travailleur français du bidonville, très actif et qui faisait trop de bruit ! Cela devenait gênant. Il l'attend d'ailleurs toujours !

Mais la lutte continue contre cette vie de chien. La plupart des travailleurs du bidonville ont décidé de ne plus payer de loyer (150 F à 350 F pour quelques mètres carrés de planches pourries).

Mais ils s'organisent aussi pour exiger un logement puisque la municipalité dite ouvrière ne s'est jamais préoccupée de leur sort !

Un logement décent est un droit pour tous !

Travailleurs français - immigrés, tous unis !

Nous sommes des hommes et non des chiens !

Foyer des Jeunes Travailleurs de Bordeaux :

« Soutien aux Jeunes Travailleurs du Foyer Daviel et du Foyer Gagny »

« Camarades,

Nous résidons dans un foyer de jeunes travailleurs de la région bordelaise, dans des conditions matérielles qui, si elles peuvent passer pour acceptables, sont trop insuffisantes, par le manque de personnel de service en particulier. Nous travaillons, unis à la base et dans l'action, avec des camarades employés à l'intérieur du foyer car nous affirmons que le succès réside dans l'unité des « résidents » et du personnel de service.

Le 1^{er} juillet dernier, alors que près des deux tiers d'entre nous étaient en congé, nous avons été frappés d'une augmentation de 0,30 F par repas et 10 F par chambre. La plupart des salaires de nos camarades sont inférieurs à 1 000 F pour souvent beaucoup plus de quarante heures.

Celui de certains apprentis ne dépasse pas 400 F. Ces bas salaires sont favorisés par le fait que la région bordelaise voit le chômage s'accroître sans cesse.

Nous, marxistes-léninistes du FJT, nous soutiendrons et populariserons en informant régulièrement les résidents par tracts et affichages les grèves des jeunes travailleurs de la région parisienne.

Il n'est pas qu'à l'usine que l'on subit les patrons. La lutte des jeunes travailleurs est celle de tous les travailleurs.

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION DANS TOUS LES F.J.T. !

VIVE LA LUTTE DES JEUNES TRAVAILLEURS ! »

Groupe marxiste-léniniste du F.J.T.

Marchais trafique l'histoire

Dans une interview au journal allemand « Der Spiegel », Marchais s'explique sur le programme de gouvernement avec les socialistes. Il tente d'expliquer pourquoi alors qu'il y a bien longtemps, les communistes combattait les socialistes, ceux-ci sont aujourd'hui ses alliés. Et il se livre à une véritable déformation de l'histoire.

Il déclare : « Notre critique de la social-démocratie reposait sur le fait que les partis sociaux-démocrates affirmaient qu'il était suffisant de réformer le capitalisme. »

C'est là une mystification. Les communistes à l'époque de Lénine et Staline combattait les socialistes parce que ceux-ci prétendaient qu'on pouvait arriver au socialisme par le moyen des élections, du Parlement ; qu'au moyen de réformes on arriverait progressivement au socialisme. Les socialistes refusaient la destruction de l'Etat bourgeois, la révolution prolétarienne. Ils se maintenaient dans les limites de la légalité bourgeoise. Cela faisait d'eux des défenseurs du capitalisme.

Bernstein et Kautsky qui furent à l'origine de la social-démocratie déclaraient par exemple : « il n'y a plus de place pour la lutte armée dans la solution des conflits de classe » ou encore : « Le but de notre lutte politique reste donc, comme par le passé, la conquête du pouvoir par l'acquisition de la majorité au parlement et la transformation de ce dernier en maître du gouvernement ».

Lénine puis Staline combattirent vigoureusement de telles conceptions. Lénine dit d'eux : « Seuls des scélérats ou des nigauds peuvent croire que le prolétariat doit d'abord conquérir la majorité en participant aux votes effectués sous le joug de la bourgeoisie, sous le joug de l'esclavage salarié et après seulement conquérir le pouvoir. C'est le comble de la stupidité, de l'hypocrisie ; c'est remplacer la lut-

te de classes et la révolution par des votes sous l'ancien régime, sous l'ancien pouvoir » (« Salut aux communistes italiens, français et allemands. » Œuvres Tome 30).

Quant à Staline il disait d'eux : « Le social-démocratie d'aujourd'hui est l'appui idéologique du capitalisme. » (« Le caractère international de la révolution d'Octobre ».)

On comprend aisément pourquoi Marchais cache ces choses-là. Les communistes combattait autrefois les socialistes pour les mêmes raisons qui font que les marxistes-léninistes combattent aujourd'hui la ligne révisionniste des dirigeants du P. C. F., Marchais en tête.

DEUXIEME SUBTERFUGE DE MARCHAIS

« Nous, par contre, étions toujours pour des réformes d'une nature telle qu'elles rapprochent l'heure de la transformation socialiste de la société ». Il est vrai que Marchais n'a jamais été communiste...

Les communistes à l'époque de Lénine et Staline étaient partisans de la révolution prolétarienne, de la destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie pour l'instauration d'un Etat prolétarien, la dictature du prolétariat.

C'était là le fond de leur ligne. Lénine disait à ce sujet : « La révolution prolétarienne est impossible sans la destruction violente de la machine d'Etat bourgeoise et son remplacement par une nouvelle » (« La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky »). Et Staline : « ... la loi de la révolution violente du prolétariat, la loi de la destruction de la machine d'Etat bourgeoise, en tant que condition préalable d'une telle révolution, est la loi inéluctable du mouvement révolutionnaire des pays impérialistes du monde. » (« Des principes du léninisme. »)

Et Marchais continue : « Et cette transformation (socialiste de la société) est forcément, quelle qu'en soit la forme, une révolution ». On pourrait poser à Marchais la question que posait autrefois Engels : « Ont-ils jamais vu une révolution, ces messieurs ? » et lui répondre ce que leur répondait Engels : « Une révolution est à coup sûr la chose la plus autoritaire qui soit, un acte par lequel une partie de la population impose à l'autre partie sa volonté à coups de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en fut ».

Il n'y a qu'une forme de passage au socialisme, c'est la forme violente. On pourrait adresser à Marchais ces paroles de Lénine : « Subterfuges, sophismes, falsifications, Kautsky a besoin de tout cela pour esquiver la révolution VIOLENTE, pour voiler son reniement, son passage du côté de la politique ouvrière libérale, c'est-à-dire du côté de la bourgeoisie » (« La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky »).

Afin de dissimuler la trahison des principes qui sont ceux du communisme, Marchais conclut en affirmant que ce sont les socialistes qui ont changé.

A PROPOS DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Voilà ce que dit Marchais pour expliquer le fait qu'il ne soit plus fait mention de la dictature du prolétariat : « Nous n'en parlons plus sous cette forme parce que le terme dictature, en raison même du fascisme, évoque maintenant un régime opposé à la démocratie et à la liberté. Dans l'esprit de Marx et de Lénine, au contraire, la dictature du prolétariat a comme signification la démocratie la plus large pour les travailleurs et pour les masses populaires ».

Depuis Kautsky, les renégats ont

toujours sous divers motifs voulu supprimer le mot de dictature du prolétariat. Ainsi Kautsky qui disait : « Littéralement, le mot dictature signifie suppression de la démocratie. Mais il va de soi que, pris à la lettre, ce mot signifie également pouvoir personnel d'un seul individu, qui n'est lié par aucune loi... L'expression « dictature du prolétariat », par suite dictature non point d'un seul individu, mais d'une seule classe, prouve déjà que Marx ne songeait pas ici à la dictature au sens littéral du mot. » Comme on le voit, les propos de Marchais ressemblent fort à ceux de Kautsky.

Mais au-delà du mot, Kautsky comme Marchais rejettent le principe même. Certes la dictature du prolétariat est la démocratie la plus large pour les travailleurs, « un million de fois plus démocratique qu'il n'importe quelle démocratie bourgeoise » ainsi que disait Lénine.

Mais tout comme Kautsky, ce que Marchais ne dit pas c'est que c'est aussi la dictature contre les anciens exploités. Voici comment Lénine la définissait : « La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi. » (« La révolution prolétarienne... »). Voici ce qu'escamote Marchais.

Écoutons encore Lénine : « En interprétant l'idée de « dictature révolutionnaire du prolétariat » de façon à en éliminer la violence révolutionnaire de la classe opprimée sur les oppresseurs, Kautsky a battu le record mondial de la déformation libérale de Marx. Le renégat Bernstein n'apparaît plus que comme un roquet à côté du renégat Kautsky » (« La révolution prolétarienne... »).

Marchais a suivi le même honteux chemin que Kautsky : c'est lui qui a déformé Marx, et non les sociaux-démocrates qui sont devenus plus « marxistes ».

Ecole Polytechnique : Lutte contre la répression

Ces jours-ci s'est déroulée ce qu'on appelle une « grève de l'uniforme » des élèves de l'école polytechnique. Une telle chose se produit pour la deuxième fois en 200 ans. De plus en plus nombreux sont les élèves qui s'opposent au statut militaire de l'école. C'est là un fait positif qui témoigne de leur refus de jouer le rôle répressif que la bourgeoisie voudrait leur faire jouer. A ce refus répond un renforcement de la répression et de l'encadrement.

Nous avons reçu un communiqué du groupe d'action syndicale de Polytechnique qui déclare entre autre :

« Cette année, la reprise en main, d'ailleurs visible, dans toute la société française, a été très dure. Cinquante-six jours d'arrêts ont été distribués en 15 jours. Deux élèves sont actuellement au secret, en local disciplinaire, pour 20 jours et comparaitront devant le conseil de discipline. L'un a refusé de se faire couper les cheveux, pourtant fort peu longs. L'autre, délégué des élèves au conseil d'administration, mis aux arrêts pour quatre jours à la suite d'une absence en sport a rompu les arrêts.

Le mercredi 27 septembre la promotion 1971 décidait par 190 voix de faire la grève de l'uniforme pour protester contre « le durcissement de l'administration militaire ». A la

suite de cette décision, les militaires :

- Suspensions des cours du matin ;
- Consignaient les élèves à l'école ;
- Bloquaient le courrier.

Les élèves décidaient alors de prévenir la presse et les radios. Puis les militaires ordonnaient d'être présents à l'appel de 13 h 30 dans les chambres. Par 188 voix contre 91, les élèves refusaient d'obéir et décidaient d'arrêter leur grève à 20 heures pour montrer leur force, ceci n'excluant pas la poursuite ultérieure de l'action sous d'autres formes. Les militaires, par un odieux chantage, obligeaient alors la majorité des indécis à signer un papier spécifiant qu'ils acceptaient de servir l'Ecole suivant la loi, c'est-à-dire en acceptant le statut militaire. Les autres élèves acceptèrent de signer, pour ne pas briser l'unité d'action de la promotion, mais en déclarant qu'ils considéraient cette signature comme non valable, puisque arrachée par le chantage.

Nos deux camarades comparaitront prochainement devant le Conseil de Discipline. Le Groupe d'Action Syndicale continuera la lutte jusqu'à leur acquittement, mais en sachant bien que ce genre de problème ne pourra être résolu que par l'abolition du statut militaire. »

GRÈVE DES PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE Augmentation uniforme, pour tous

Alors que les professeurs de l'Enseignement technique avaient obtenu une augmentation de 50 points pour tous de leur indice en juin, en septembre on leur annonce qu'on ne leur avait jamais promis une telle chose.

De juin à septembre, on a seulement changé de ministre, et ce que l'un pouvait donner, l'autre le peut aussi.

Aussi les professeurs de l'enseignement technique se sont mis en grève jeudi et vendredi, grève suivie à 90-95 %. Samedi Fontanet nous a fermé la porte. Alors nous continuons la grève.

NOS REVENDICATIONS

Nous réclamons simplement ce que l'on nous avait donné : les 50 points pour tous.

Que représentent ces 50 points ? une augmentation de salaire de 300 F.

Il faut savoir qu'un professeur de l'enseignement technique gagne en début de carrière 1.257 F. Il y a 3 catégories de professeurs : professeurs d'enseignement général qui pour être titulaire doit faire 2 ans d'études à la faculté après le bac et ensuite 2 ans de stage, avec recrutement sur concours (donc peu de place) dans une école (E.N.N.A.).

Professeurs d'atelier : ouvriers professionnels (généralement P3)

ayant fait au moins 5 ans dans une entreprise (recrutement sur concours pour être titulaire avec 2 ans de stage).

Professeurs techniques chefs de travaux : devant avoir un brevet de technicien supérieur.

CE QUE FONTANET VEUT BIEN DONNER

Il ose nous proposer : « 40 points maximum », c'est-à-dire 40 points pour ceux qui sont en haut de l'échelle, pour la base pas grand chose. Ce n'est pas tout : cette majoration est étalée sur 4 ans, c'est-à-dire nous aurons nos 40 points en 76. Pour l'immédiat, il offre généreusement 12 points (50 F) au sommet, et pour ceux du bas de l'échelle 1 ou 2 points (6 F ou 12 F).

Et pour justifier tout ça, Fontanet prétend qu'il s'occupe du recyclage des professeurs, cela occasionnant, bien entendu, de grands frais à l'Etat.

Trouver un professeur recyclé, c'est chercher une aiguille dans une meule de foin. Fontanet se moque de nous et par la même occasion de tous les élèves de C.E.T., car la plupart des professeurs n'ont jamais eu de formation. Nous tiendrons bon !

— NOS CINQUANTE POINTS, POUR TOUS !

Un professeur de C.E.T.

SOUTIEN A LA DÉCLARATION DU G.R.P.

Une fois de plus, Nixon fait courir des bruits de « paix » ; la mise en scène est soignée car l'enjeu est de taille pour Nixon : c'est sa propre réélection. Les élections américaines sont une échéance pour Nixon. Tout est bon pour les gagner, y compris les mensonges les plus gros et le bluff à grand spectacle. Prenons-y garde et ne tombons pas dans le panneau américain. En Indochine, Nixon fait la guerre, une guerre systématique et criminelle ; sur le terrain, pas de bruits de paix... mais le vrombissement des bombardiers et le sifflement des milliers de tonnes d'obus et de bombes.

Il n'y a qu'une solution pour obtenir la paix : accepter les 7 points du Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam. Qu'il quitte le Vietnam, lui et son armada ; qu'il cesse de soutenir son fantoche Thieu ! Nixon sait bien cela. Le peuple vietnamien ne marchande pas son indépendance et sa liberté.

Le 11 septembre dernier, le G.R.P. a fait une importante déclaration, elle rappelle sa position de principe pour le règlement de la paix mais aussi précise ce qu'entend le G.R.P. par « gouvernement de concorde nationale ». Une fois de plus, le G.R.P. met en œuvre sa volonté d'unir toutes les forces susceptibles d'être unies pour vaincre et construire un Sud-Vietnam, indépendant, libre, démocratique et prospère.

CESSER DE SOUTENIR L'ADMINISTRATION THIEU

Le 25 janvier dernier, Nixon a feint d'apporter de nouvelles propositions de paix. Il a déclaré : « Dans les six mois suivant un accord, il y aurait une élection présidentielle au Sud-Vietnam » et

que Thieu démissionnerait un mois avant ces élections. Mais il s'empresse d'ajouter : « La seule chose que ce plan ne fasse pas, c'est de s'associer à notre ennemi pour renverser notre allié, ce que les États-Unis ne feront jamais. » Les choses sont claires : Nixon ne veut en aucun cas lâcher « son allié » Thieu. Mais tel n'est pas le point de vue du peuple vietnamien ; Thieu n'est que le fantoche de l'administration Nixon ; il doit être éliminé avec le départ total des troupes américaines du Vietnam. Car accepter Thieu revient à éliminer le pouvoir populaire forgé dans la lutte de libération : le G.R.P., car accepter Thieu c'est nier le droit d'autodétermination effective du peuple du Sud-Vietnam.

Il n'y a là rien de nouveau. Le peuple vietnamien doit régler ses propres affaires en toute indépendance.

UNIR TOUTES LES FORCES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE UNIES

Ce qui est nouveau dans la déclaration du 11 mars, c'est la précision de la composition du gouvernement de concorde nationale proposée par le G.R.P. Une fois de plus, le G.R.P. prouve dans les faits qu'il ne s'arroge aucun monopole du patriotisme au Sud-Vietnam. Tous les patriotes doivent participer à la construction du Sud-Vietnam de demain.

Aussi a-t-il proposé la formation d'un gouvernement provisoire de concorde nationale à trois composantes comprenant :

- Des personnes du G.R.P. ;
- Des personnes de l'administration de Saïgon ;
- Des représentants d'autres forces politiques.

Et cela sur « la base d'égalité, de respect mutuel et de la non-élimination réciproque ».

Voilà qui détruit les pauvres mensonges de Nixon qui parle de « gouvernement communiste » au Sud-Vietnam. Voilà un épouvantail qu'il brandit pour lui-même ! Car au fond, pourquoi Nixon et les fantoches ont-ils peur d'un gouvernement à trois composantes ? Ne correspond-il pas à la réalité au Sud-Vietnam ?

Nixon, Thieu ont peur car cette précision les met au pied du mur. Comme elle met au pied du mur tous ceux qui au Vietnam et ailleurs tentent de ne pas prendre une position nette. Aujourd'hui, où la situation militaire est excellente pour les combattants, que les indécis choisissent : la solution du G.R.P. ou bien celles des fantoches américains ! Thieu ne leur laisse pas grand loisir de tergiverser, usant d'une répression sans précédent contre toute opposition.

Telle est la force de la déclaration du 11 septembre : rallier à la cause du peuple tous les patriotes ; et cela sur la base inébranlable du principe « Réaliser la paix et le Sud-Vietnam de demain dans l'indépendance et la liberté ».

Aujourd'hui, le peuple vietnamien détient l'initiative sur le terrain à la suite de sa brillante offensive du printemps. Sa position est forte sur le plan diplomatique : 64 pays non alignés ont reconnu le G.R.P. à Georgetown. Elle l'est aussi sur le plan politique, à la suite de la déclaration du 11 septembre.

Il nous faut l'expliquer et battre en brèche ainsi toutes les supercheries du criminel de guerre Nixon. Tel doit être notre soutien au peuple vietnamien.

La normalisation des rapports entre la Chine et le Japon

UN FAIT D'UNE GRANDE IMPORTANCE

(Suite de la page 12)

Tout d'abord, sur la question de Taïwan. En 1969, un accord Nixon-Sato stipulait :

« Le maintien de la paix et de la sécurité dans la région de Taïwan est un facteur très important pour la sécurité du Japon ».

Autrement dit, le gouvernement japonais ne doit pas lâcher la cliquette Tchang Kaï Chek ! Et pourtant, elle l'a lâchée sans ambiguïté.

« Le gouvernement de la République Populaire de Chine réaffirme que Taïwan est une partie inaliénable du territoire de la R.P.C. Le gouvernement du Japon comprend et respecte pleinement cette position du gouvernement chinois ».

(Point 3 de la Déclaration Conjointe.)

Ainsi, le gouvernement japonais a rompu brutalement avec la cliquette Tchang Kaï Chek. Ce dernier a montré une grande colère. Gageons que Nixon trouve lui aussi la chose un peu rapide à son goût !

Ainsi, la normalisation des relations entre la Chine et le Japon accroît les contradictions entre impérialisme américain et impérialisme japonais. Depuis déjà quelques mois celui-ci regimbe ; « Les États-Unis font supporter leur fardeau aux autres » écrivait le journal japonais Asahi en juillet dernier. Ces dernières années, la balance commerciale entre les deux pays se déséquilibre très fort en faveur du Japon. Aussi, les impérialistes américains tentent-ils de lui faire payer leur crise économique et monétaire. Le rétablissement des relations diplomatiques entre Chine et Japon aigüise les contradictions. C'est une bonne chose. Cela contribue à isoler un peu plus l'impérialisme américain ; le Japon n'est plus tout à fait ce petit « toutou » qui obéit au doigt et à l'œil. La lutte du peuple japonais a payé.

« La normalisation des relations entre la Chine et le Japon ne vise pas les pays tiers. Aucun des deux États ne doit chercher l'hégémonie dans la région d'Asie et du Pacifique : les deux parties s'opposent l'une et l'autre aux efforts tentés par un état quelconque ou un groupe d'états pour s'assurer une telle hégémonie ».

C'est le point 7 de l'accord. Il est important, car il met en garde l'impérialisme japonais contre une alliance nippo-soviéto-américaine contractée contre la République Populaire de Chine. Au printemps dernier, les dirigeants de Moscou ont proposé au Japon « un système général de sécurité collective en Asie » ; l'invite est fort claire : réaliser une sainte alliance anti-chinoise en Asie sous l'égide de l'hégémonie des deux super-puissances impérialistes. La normalisation des relations entre la Chine et le Japon a porté un coup certain à de tels projets. Cela est loin d'être négligeable.

Aussi le Premier Ministre Chou En-lai a-t-il qualifié la normalisation de :

« contribution positive à la diminution de la tension en Asie et à la sauvegarde de la paix mondiale ».

Autant de traits positifs qui font, de la normalisation des relations diplomatiques entre la Chine et le Japon, un fait de grande importance pour les peuples du Japon et de Chine ; et aussi pour tous les peuples du monde.

Camille GRANOT.

Assemblée générale de l'O.N.U. :

UN DEBAT REVELATEUR

Après un débat acharné, l'Assemblée générale des Nations-Unies a donc finalement inscrit à son ordre du jour la question sur les soi-disant « mesures pour prévenir le terrorisme », réclamée à cors et à cris par les impérialistes de tous poils. Pourtant, sur les 24 pays membres du Bureau de l'Assemblée, 7 ont voté contre l'inscription de ce débat, tandis que deux autres s'abstenaient.

Pour comprendre ce qui est en jeu à travers ce débat, il suffit d'écouter les déclarations de ses plus ardents supporters.

Abba-Eban, tout d'abord, le sioniste ultra-raciste qui n'a pas craint d'affirmer que « le monde civilisé (1) devrait examiner soigneusement les gouvernements qui se sont opposés au débat ». Et qui poursuit : « Seule la paix avec Israël pourra clarifier le destin politique et l'identité civile des arabes palestiniens... d'une manière compatible avec la

sécurité d'Israël ». Au même moment Golda Meir éclairait ces propos d'une lumière crue en déclarant sans ambages : « les Palestiniens n'ont pas besoin d'un territoire ! ».

Le Secrétaire d'Etat américain Rogers reprenait le flambeau en affirmant impunément : « Tous les États ont le devoir de s'abstenir d'organiser, d'instiguer, d'aider ou de participer à des actes de terrorisme contre d'autres États... » Odiuse duplicité du porte-parole des bourreaux des peuples indochinois ! Car que font d'autre les impérialistes yankees au Vietnam, au Laos, au Cambodge, si ce n'est semer la terreur sur tous ces territoires ? Que font-ils aussi, partout ailleurs, ces gendarmes du monde qui entendent mettre à genoux tous les peuples dressés contre leur sanglante oppression ?

A tous ceux-là qui pillent les richesses de tant de pays, organisent

quotidiennement des massacres à grande échelle, Gromyko, au nom de l'U.R.S.S., apporte un appui précieux : « Il est impossible d'admettre les actes de terrorisme commis par certains éléments du mouvement palestinien. Leurs actions criminelles sont condamnables... A l'âge nucléaire, il n'y a pas d'autres choix que la coexistence pacifique. »

C'est donc bien la lutte de libération du peuple palestinien tout entier qui est ainsi dénoncée par les révisionnistes que son courage indomptable dérange dans leur plan de partage du monde. Et avec elle tous les mouvements de libération des peuples sont qualifiés de terroristes par ceux qui cherchent à les réduire en esclavage !

C'est cette scandaleuse hypocrisie que le porte-parole de la République Populaire de Chine avait dénoncée en affirmant, lors du débat préliminaire :

« Il faut souligner qu'en parlant de la question de la violence, on doit d'abord distinguer l'agression militaire et la répression violente commises par les agresseurs et les oppresseurs de la résistance menée par les victimes de l'agression et de l'oppression. Ce sont deux sortes de violence entièrement différentes en nature. Là où il y a l'agression et l'oppression, il y a la résistance et la lutte.

L'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et le sionisme israélien sont les principaux coupables du terrorisme et de la violence réactionnaire dans ce monde actuel.

Il est parfaitement juste pour les nations et peuples agressés et opprimés, forcés à prendre les armes, d'opposer la violence révolutionnaire à la violence contre-révolutionnaire. »

Commandez

Les questions du Léninisme

(J. STALINE)

10 francs (port en sus)

Lénine et l'organisation

6 francs (port en sus)

à E - 100

Editions du Centenaire, B.P. 120, 75962 Paris, Cédex 20

La normalisation des rapports entre la Chine et le Japon :

UN FAIT D'UNE GRANDE IMPORTANCE

Le Japon est le 79^e état qui établit des relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine. Cela fait partie d'un courant irréversible qui couronne les luttes du peuple chinois et des peuples du monde, ces dernières années. C'est ce même courant qui a contraint l'impérialisme américain à laisser la République Populaire de Chine reprendre sa place à l'O.N.U. Dans chaque cas, les relations diplomatiques sont nouées sur des positions de principes intangibles :

- 1) le gouvernement de la République Populaire de Chine est l'unique gouvernement légal de la Chine ;
- 2) Taïwan est une partie inaliénable du territoire chinois ;
- 3) Les relations sont fondées sur les cinq principes de la coexistence pacifique définis à Bandoung :
 - respect mutuel de la souveraineté et intégrité territoriale ;
 - non-agression mutuelle ;
 - non ingérence mutuelle dans les affaires intérieures ;
 - égalité et avantages réciproques ;
 - coexistence pacifique.

La normalisation des rapports entre Chine et Japon s'est faite sur cette base. Mais elle revêt de plus une signification tout à fait exceptionnel. Pendant des années, notamment de 1937 à 1945, les impérialistes japonais ont été les bourreaux sanglants du peuple chinois. Après leur défaite de 1945, ils ont relevé la tête et leurs rêves expansionnistes ont de nouveau repris corps. La normalisation des rapports Chine-Japon leur porte un nouveau coup.

UN NOUVEAU COUP PORTE AU MILITARISME JAPONAIS

« La partie japonaise est profondément consciente de la responsabilité du Japon pour les énormes dommages causés au peuple chinois dans le passé, au cours de la guerre, et se fait de vifs reproches à ce sujet ».

Tels sont les termes de la déclaration conjointe des deux gouvernements. Cela n'a rien de formel. Tanaka, premier ministre japonais a utilisé le terme « remords ». L'importance de ces « excuses » n'a échappé à personne. Ce désaveu éclatant de la politique impérialiste du passé contribue à isoler le militarisme japonais. C'est un nouveau coup pour lui.

C'est en 1945 que des coups décisifs lui ont été portés par le peuple chinois. Le champion de la politique « tout brûler, tout massacrer, tout saccager » s'effondre sous les efforts du peuple chinois et des peuples du monde. Depuis le 18 septembre 1931, la lutte anti-japonaise est commencée ; l'armée japonaise vient d'occuper le Nord-Est de la Chine. En 1937, la lutte s'amplifie et s'organise dans le Front Uni anti-japonais dirigé par le Parti Communiste Chinois. Que sont les militaristes japonais alors ? Les « nazis » asiatiques ! leur objectif est clair : occuper le Nord-Est de la Chine pour occuper toute la Chine, occuper toute la Chine pour dominer le monde ! Leurs méthodes sont celles de leurs cogénères hitlériens. Des millions de morts, la faim, l'humiliation, la torture ! Dans les campagnes, des villages incendiés, des récoltes pillées. À la ville, les usines réquisitionnées et militarisées. À Pékin, les ouvriers de l'usine de locomotives sont encadrés par des soldats japonais ; un millier de chiens militaires sont dressés dans l'enceinte de l'usine ; les ouvriers récalcitrants leur sont livrés en pâture ! Voilà ce qu'a été le militarisme japonais, vaincu par la lutte prolongée du peuple chinois dirigé par la ligne révolutionnaire du Président Mao et du Parti Communiste Chinois.

Aujourd'hui, le militarisme japonais n'est pas mort ; il a resurgi grâce à l'épaule protectrice de l'impérialisme américain. Les forces économiques de l'impérialisme japonais se sont multipliées par 6 ou 7 par rapport à l'avant-guerre ; et la contradiction entre ce formidable essort d'une part et l'insuffisance de ses ressources et de ses marchés d'autre part, se fait chaque jour plus aiguë. De nouveau, il n'y a qu'une issue pour le capital monopolisateur japonais : l'expansion néo-colonialiste — sous couvert de coopération économique — et l'éventuel recours à la guerre. D'ailleurs, la course aux

parti libéral-démocrate, il a dû mettre en premier point de son programme l'établissement des relations diplomatiques avec la République Populaire de Chine !

De tout temps, le Parti Communiste Chinois a distingué le peuple japonais, son ami, de l'impérialisme japonais, son ennemi. Le Président Mao l'a indiqué :

« Au Japon, à l'exception du capital monopolisateur et des militaristes pro-américains, les masses populaires sont pour nous de vrais amis ».

Le peuple chinois, lui aussi, est un véritable ami pour le peuple japonais. Il n'oublie pas les malheurs

(point 6 de la Déclaration Conjointe). Au nom de l'amitié qui lie les deux peuples.

Dans le passé, l'amitié du peuple japonais s'est exprimée, certains soldats de l'armée japonaise sont passés du côté du peuple chinois durant la Guerre de Résistance anti-japonaise. Dès 1945, de vieux amis du peuple chinois, tel Kenzo Matsu-mora ont inlassablement milité pour l'amitié entre les deux peuples. Puis des associations — Association d'amitié Japon-Chine, Association pour les échanges culturels nippon chinois — ont organisé le courant populaire grandissant en faveur de la normalisation des relations. Ces dernières années, et surtout ces derniers mois, ce courant s'est fait aussi puissant que les flots du Yang-tsé ! Partout au Japon, de Hokkaido à Okinawa, des rives du Pacifique à la mer du Japon, dans les villes et dans les campagnes s'est développée l'aspiration d'une restauration des relations diplomatiques entre les deux pays. En témoignent l'éclatant succès fait aux Ballets de l'Opéra de Changhaï en tournée au Japon cet été et la réussite du meeting du 20 août dernier au théâtre Hibiyu, à Tokyo, destiné à soutenir l'œuvre de normalisation des relations, l'accord de certains industriels et commerçants qui ont fait pression sur le nouveau gouvernement Tanaka.

L'extraordinaire enthousiasme du peuple japonais à l'issue de la Déclaration Conjointe des deux gouvernements exprime, une fois de plus, ce large courant historique. Les peuples chinois et japonais ont 2000 ans d'histoire commune ; leurs pays sont proches l'un de l'autre ; et leur amitié doit triompher. Dans l'établissement des relations diplomatiques entre les 2 pays, la pression du peuple japonais a joué un rôle déterminant.

Le militarisme japonais n'est pas mort ; mais en 1972, le monde n'est plus celui des années 30 et 40. L'initiative est aux mains des peuples. L'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Japon reflète les changements intervenus dans le monde ces dernières années. Il peut, lui aussi, contribuer à d'autres changements et à de nouveaux succès.

ECHEC POUR L'IMPERIALISME AMERICAIN

En effet, quelle a toujours été la politique de Nixon en Asie ? « Faire combattre les Asiatiques par les Asiatiques ». Dominer l'Asie, par Japon interposé, tel est le rêve de l'impérialisme américain ; le Japon brigade de choc américaine en Asie, voilà l'objectif. Et de favoriser les liens économiques et politiques du Japon et de la clique sud-coréenne de Park Chung Hi, ainsi que de Tchiang Kai Chek !

L'accord entre le gouvernement japonais et celui de la République Populaire donne un tout autre tour à ces projets.

(Suite page 11.)



Les liens entre les peuples chinois et japonais : en 1968, les Japonais manifestent leur soutien à la Chine contre l'agression du social-impérialisme soviétique.

armements prend une place grandissante dans l'économie du pays. La préparation idéologique des esprits se précise ; des films ouvertement militaristes sont largement diffusés sur les écrans japonais ; ainsi, les films « Amiral Yamamoto » et « La Bataille de la Mer du Japon » s'emploient à exalter les « exploits » des militaristes japonais lors des agressions du passé...

Le militarisme japonais est loin d'avoir disparu ; pourtant il n'a pas pu empêcher la normalisation des relations entre la Chine et le Japon. C'est que la pression du peuple japonais a été extrêmement forte.

LE PUISSANT COURANT DES DEUX PEUPLES

Tanaka a dû le reconnaître, précisant que « les peuples des deux pays souhaitaient depuis des années » la normalisation des relations. D'ailleurs, pour assurer son élection au poste de président du

cruels causés par les impérialistes japonais mais il sait que le peuple du Japon a connu, lui aussi, de grandes souffrances sous le joug militariste. Aujourd'hui, le peuple et le gouvernement chinois renoncent à demander des indemnités de guerre

ABONNEZ - VOUS AUX REVUES CHINOISES

- « LA CHINE »
1 an : 10 F - 2 ans : 21 F - 3 ans : 28 F
- « LA CHINE EN CONSTRUCTION »
1 an : 8 F - 2 ans : 12 F - 3 ans : 16 F
- « PEKIN INFORMATION »
1 an : 14 F - 2 ans : 21 F - 3 ans : 28 F

par les Edit. du Centenaire, B.P. 120, 75962 Paris, Cédex 20